



Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du Mercredi 18 décembre 2024

Le dix-huit décembre deux mille vingt-quatre à dix-neuf heures quatorze, le Conseil Municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 10 décembre 2023, s'est réuni Salle du Conseil Municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présent.e.s :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, SASU Hancès, ALIROL Béatrice, POUDY Franklin, FADLI Hafida, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Étaient représenté.e.s :

M. ID ELOUALI Ali	mandat à Mme FADLI Hafida
M. THIAM Moustapha	mandat à M. SAYADI Walid
M. GARROUT Karim	mandat à Mme BENKAHLA Malika
Mme COHEN Rachel	mandat à M. PANETTA Tonino
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. BANCE Stéphane	mandat à Mme HACHE Bénédicte
M. BOLLE-DALLIAH Kristian	mandat à M. CHALBI Yacin
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme DESPRES Catherine	mandat à M. AOUMMIS Hassan
M. ESSONE MENGE Terence	mandat à Mme FOURNIAUD Martine

Étaient absent.e.s :

M. CHIRRANE El Arbi
M. FONDENEIGE Matthias
DOS REIS Sabrina
Mme FONTAINE Sabrina (jusqu'au point 24 146 inclus)
OMRANE Alain (jusqu'au point 24 146 inclus)

Secrétaire de séance : Damien DESROCHES

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal du 6 novembre 2024	4
→ Approbation de l'ordre du jour	4
POINT INFORMATION	5
→ Arrêtés préfectoraux portant autorisation environnementale relative aux datacenters de Villeneuve-Saint-Georges	5
RESSOURCES HUMAINES	5
→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal	5
→ Rapport Social Unique (RSU) – Année 2023	6
→ Mise en œuvre du décret N°2024-641 du 27 juin 2024 relatif au régime de certains congés pour raison de santé	7
→ Revalorisation salariale pour les professionnels de la petite enfance	8
→ Rémunération des agents recenseurs	9
→ Modification du régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la Police Municipale	10
→ Approbation de la convention de mise à disposition à la commune par Madame Claire SZABO d'un chien affecté au service de la Police Municipale de Choisy-le-Roi	14
CONSERVATOIRE	16
→ Convention avec le(s) collègue(s) concerné(s) pour l'ouverture d'une Classe à Horaires Aménagés Théâtre (CHAT)	16
→ Approbation de la convention de partenariat entre le groupe hospitalier P. Guiraud de Villejuif et la commune pour l'organisation au conservatoire de séances d'ateliers culturels et thérapeutiques	18
URBANISME	19
→ Convention d'Action Foncière entre le SAF94 et la commune de Choisy-le-Roi et l'opérateur PIERREVAL pour le périmètre Avenue DE LUGO / INTERMARCHÉ	19
→ Délibération rectificative relative à la cession du bien sis 80 avenue Villeneuve-Saint-Georges	29
→ Garantie d'emprunt pour un prêt de 6 M€ souscrit par la SADEV 94 auprès de la Caisse d'Épargne Île de France – ZAC du Port à Choisy-le-Roi	30
→ Garantie d'emprunt pour un prêt de 9 M€ souscrit par la SADEV 94 auprès de la Banque Postale – ZAC du Port à Choisy-le-Roi	32
→ Approbation de la modification N°7 PLU	33
SPORTS	33
→ Répartition du solde des subventions aux associations sportives pour l'année 2024	33
→ Tarification des activités sportives au 1er janvier 2025	34

FORMATION - APPRENTISSAGE	35
→ Signature d'une convention avec le groupement d'intérêt public la Cité des métiers du Val-de-Marne 2024-2026	35
CENTRES SOCIAUX.....	36
→ Approbation de l'action « tickets-loisirs » mise en place par la Région Île-de-France dans le cadre du dispositif « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances. ».....	36
COMMERCES.....	37
→ Tarification des droits de voirie à compter du 1er janvier 2025	37
HABITAT	38
→ Approbation de la convention de partenariat 2025-2026 entre la Ville et l'association Accompagnement le Mieux-être et le Logement des Isolés (AMLI)	38
→ Approbation de la convention de partenariat 2025-2027 entre la Ville et l'Aide d'Urgence du Val-de-Marne (AUVM).....	39
→ Approbation de la convention d'objectifs 2025-2027 entre la Ville et le Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ).....	40
JEUNESSE	41
→ Approbation de la convention de partenariat entre la commune de Choisy-le-Roi, les collèges Henri Matisse, Émile Zola, Jules Valles et l'association Liaison Choisy Enfance Jeunesse (ALCEJ)	41
DGST	42
→ Approbation d'une convention de délégation avec le SIPPEREC pour enfouissement des réseaux.....	42
→ Approbation d'une convention financière avec le SIPPEREC pour enfouissement des réseaux	42
ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....	44
→ Approbation d'une convention avec l'Office du tourisme syndicat d'initiative	44
→ Retrait de la Commune de Carrières-sur-Seine au Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP).....	44
→ Compte rendu des décisions L2122-22 du Code général des collectivités territoriales	45
→ Vœu DON POUR MAYOTTE	46
→ Vœu DON POUR LE SÉNÉGAL	47

La séance est ouverte à 19 h 14 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Vous avez été convoqués dans les formes légales pour cette séance du Conseil Municipal.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

M. le Maire : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance. Je vous propose Monsieur Damien Desroches.

(M. Damien Desroches est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Je vais passer sans plus attendre la parole à Monsieur Baranger qui va faire l'appel.

→ **Appel**

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

→ **Approbation du procès-verbal du 6 novembre 2024**

M. le Maire : Merci Monsieur Baranger. Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 6 novembre 2024. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Je n'en vois pas.

(Le procès-verbal du 6 novembre 2024 est adopté à l'unanimité.)

→ **Approbation de l'ordre du jour**

M. le Maire : Sur l'ordre du jour de ce Conseil, y a-t-il des observations ?

Au préalable, je vous informe que nous avons émis sur table deux dons, vu l'actualité dramatique notamment à Mayotte. Nous n'avons pas eu le temps de vous en informer avant, mais on ne doute pas que vous voterez ces vœux. Nous vous avons mis deux vœux, deux dons, un pour Mayotte, un pour le Sénégal que nous voterons en fin de séance. Y a-t-il des observations ?

Un intervenant : Monsieur le Maire, bonsoir, mes chers collègues, ce n'est pas une observation, mais une information. Je vous prie de m'excuser, j'ai été un peu absent ces derniers temps pour des raisons personnelles. Je souhaite quand même être beaucoup plus assidu sur les prochaines réunions du Conseil Municipal. Pour ce faire, j'ai décidé de rejoindre le groupe d'opposition parce qu'aujourd'hui, je le trouve tout à fait pragmatique et constructif dans ses propos. Il vaut mieux être accompagné que seul pour pouvoir travailler pleinement et sereinement les conseils municipaux.

M. le Maire : De quel groupe parlez-vous ?

Un intervenant : Je parle du groupe d'opposition qui est tenu par UGCE.

M. le Maire : Très bien.

Il n'y a pas d'observations sur le Conseil d'aujourd'hui ? Très bien. Nous allons aborder l'ordre du jour.

POINT INFORMATION

→ Arrêtés préfectoraux portant autorisation environnementale relative aux datacenters de Villeneuve-Saint-Georges

M. le Maire : Le premier point est une information que nous vous devons. Il s'agit de porter à votre connaissance les arrêtés concernant l'autorisation d'installation des deux datacenters sur Villeneuve-Saint-Georges, mais vu que nous sommes impactés, c'est une information que l'on doit vous donner.

Y a-t-il des remarques à ce sujet ? Monsieur Guillaud-Bataille ?

M. Guillaud-Bataille : Très rapidement. Étant donné la situation que traversent les habitantes et les habitants de Villeneuve-Saint-Georges depuis plusieurs mois et pour les semaines qui viennent puisque le préfet a décidé de convoquer de nouvelles élections municipales, je pense qu'il serait de mauvais ton de la part de notre Conseil Municipal de ne pas apporter son soutien au développement d'une activité dans une ville qui en a par ailleurs - et quelle que soit la municipalité concernée - particulièrement besoin, puisque c'est l'une des villes où il y a le moins d'activité économique de tout le département.

M. le Maire : Tout à fait, Monsieur Guillaud-Bataille. Mais là, il ne s'agit pas d'apporter. Ceci a été voté, nous l'avons apporté, ce soutien. Il n'y a pas de souci. On porte à votre connaissance les deux arrêtés qui seront émis à la connaissance de la population qui autorise justement l'acceptation notamment de Choisy-le-Roi. C'est pour cela que ces deux arrêtés sont portés à votre connaissance. C'est une obligation légale.

Il n'y a pas à voter, c'est juste une information.

RESSOURCES HUMAINES

→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal

M. le Maire : On va passer aux ressources humaines. Je vais donner la parole à Monsieur Coelho qui va nous parler d'une modification du tableau des effectifs.

M. Coelho : Bonsoir Monsieur le Maire, bonsoir, chers collègues. C'est une délibération que nous avons l'habitude de partager autour de cette table. Pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la ville, il convient de procéder aux transformations indiquées dans la délibération pour une mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir, en tenant compte des mouvements de personnel et de recrutement réalisés, et en ouvrant l'accès à des agents contractuels. Nous devons délibérer à ce sujet.

M. le Maire : Merci, Monsieur Coelho. Y a-t-il des observations ? Ce n'est que du technique et de l'habituel.

Vote de la délibération n°24.144

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy,

DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.144 est adoptée à l'unanimité.

→ Rapport Social Unique (RSU) – Année 2023

M. le Maire : Toujours dans les ressources humaines, le point n° 2 : présentation du Rapport Social Unique – RSU - pour l'année 2023. Monsieur Coelho, vous avez toujours la parole.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Conformément à l'article 5 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019, désormais codifié aux articles L.231-1A et L231-4 du Code général de la fonction publique depuis le 1^{er} janvier 2021, les collectivités territoriales doivent établir un RSU annuel au titre de l'année écoulée. Il est basé sur des données de l'ensemble des agents publics employés par la ville, décliné en 10 thématiques : emploi, recrutement, parcours professionnel, formation, rémunération, santé et sécurité au travail, organisation du travail et amélioration des conditions de la qualité du travail, action sociale et protection sociale, dialogue social, discipline.

Le RSU a pour rôle de permettre à chaque employeur de s'appuyer sur un état des lieux des données relatives à ses effectifs afin de définir, dans le cadre d'un dialogue social, une politique RH ambitieuse et adaptée aux enjeux de la collectivité.

Le document indique les moyens budgétaires et en personnel dont dispose la collectivité. Il présente les analyses permettant d'apprécier notamment les caractéristiques des emplois et la situation des agents relevant du comité social territorial, ainsi que le cas échéant de ceux qui ne sont pas électeurs du comité. La situation comparée des femmes et des hommes et son évolution, et la situation comparée des femmes et des hommes, de son évolution et de la mise en œuvre des mesures relatives à la diversité, à la lutte contre les discriminations et à l'insertion professionnelle, notamment en ce qui concerne les personnes en situation de handicap.

Pour rappel, le RSU n'est pas à confondre avec le rapport sur la situation en matière d'égalité entre hommes et femmes qui nous sera présenté lors du Conseil Municipal du 5 février 2025.

Conformément à l'article L.231-4 du Code général de la fonction publique, le rapport social unique est ainsi présenté à l'assemblée délibérante après avis du comité social territorial.

M. le Maire : Il y a une multitude d'informations que l'on pourrait énumérer, mais peut-être avez-vous des remarques ou des questionnements sur ce rapport ? Je n'en vois pas. C'est une prise d'acte.

Délibération 24.145 PREND ACTE

→ **Mise en œuvre du décret N°2024-641 du 27 juin 2024 relatif au régime de certains congés pour raison de santé**

M. le Maire : On va passer au point suivant, toujours dans les ressources humaines. C'est une mise en œuvre d'un régime pour des congés pour raisons de santé. Monsieur Vasco Coelho va nous le présenter.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. C'est une bonne avancée pour les agents : l'article 2-1-L du décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congé, dans sa version modifiée par le décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 relatif au régime de certains congés pour raisons de santé des fonctionnaires et agents contractuels de l'État, porte sur le sort du régime indemnitaire pendant les périodes de congés de longue maladie et congés de grave maladie.

Ce décret prévoit le maintien du régime indemnitaire dans les proportions suivantes : 33 % la première année, 60 % la deuxième année et troisième année. Pour rappel, actuellement au regard de la délibération prise en 2019 et 2020, le versement de l'IFSE est suspendu en cas de congé de longue maladie et de congé de grave maladie.

Afin de permettre la mise en œuvre des dispositions prévues pour les fonctionnaires de l'État au niveau local, il est proposé de modifier la délibération n° 19.100 du 26 juin 2019 ainsi que la délibération n° 20.146 du 9 décembre 2020. Comme vous pouvez le voir, comme c'est la double peine par rapport à cette délibération, cela va permettre quand même un confort pour les agents qui sont malades.

Chers collègues, il nous est proposé d'approuver les modalités de maintien du régime indemnitaire en cas de congé de longue maladie et de congé grave maladie dans les proportions fixées par l'article 2-1-L du décret n° 224-641 du 27 juin 2024.

M. le Maire : Merci, Monsieur Coelho. C'est à l'appréciation des communes. Ce n'était pas obligatoire, mais comme nous l'avons toujours dit ici, lorsque nous le pouvons, nous voterons toujours l'amélioration des conditions de travail et de rémunération de nos agents. C'est une avancée extrêmement importante qui s'ajoute à de nombreux autres. Cela doit être la cinquième ou sixième que nous votons en faveur des agents, alors que rien ne nous y obligeait. Il y en aura une prochaine d'ailleurs.

Est-ce qu'il y a des interventions à ce sujet ?

Vote de la délibération n°24.146

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.146 est adoptée à l'unanimité.

→ Revalorisation salariale pour les professionnels de la petite enfance

M. le Maire : Ce sont toujours les ressources humaines : revalorisation salariale pour les professionnels de la petite enfance.

M. Coelho : C'est encore une avancée. Vous avez pris connaissance de cette délibération. La circulaire CNAF n° 2024-096 met en place un bonus attractivité qui vise, au sein du secteur public, les établissements d'accueil du jeune enfant financés par la prestation de service unique que les collectivités territoriales gèrent. À Choisy-le-Roi sont concernées les structures de la petite enfance.

Le bonus d'attractivité étant une participation de la CNAF au financement d'une revalorisation salariale des professionnels de la petite enfance, son versement est conditionné à une délibération de la collectivité territoriale qui met en place les mesures de revalorisation d'un minimum de 100 euros net par mois par agent, ainsi que la transmission d'un document d'engagement. Le bonus s'appliquera à compter du 1^{er} janvier de cette année en présence de délibérations prises entre le 2 janvier N1 et le 1^{er} janvier, dont la date d'application se trouve entre ces deux dates, soit à Choisy-le-Roi à compter du 1^{er} janvier 2025 si cette délibération est approuvée ce soir.

Le montant du bonus d'attractivité est calculé sur la base du nombre de places prévues dans l'autorisation de fonctionnement. Son montant est forfaitaire et s'élève à 475 euros par place autorisée par an sur la base de l'autorisation de fonctionnement financée par la prestation du service unique et sur la base d'une hypothèse d'un ETP pour 3 places d'accueil.

Il a été calculé de manière à prendre en charge les deux tiers du coût de la charge de revalorisation de 100 euros net mensuel minimum par agent. Sont visés par cette revalorisation salariale l'ensemble des professionnels titulaires et contractuels intervenant auprès des enfants ou occupant des fonctions de direction, qui travaillent dans l'établissement d'accueil du jeune enfant financé par la prestation de service unique gérée par la collectivité territoriale. Tous les agents visés percevront ainsi un supplément de 100 euros net mensuel sur une base de 12 mois. Cette revalorisation s'impacte sur l'indemnité de fonction de suggestion et d'expertise du régime indemnitaire, tenant compte des suggestions, de l'expertise et de l'engagement professionnel des agents de la collectivité.

Pour les professionnels de la petite enfance qui ne seraient pas éligibles au sein de la collectivité, la collectivité territoriale prendra une mesure de revalorisation équivalente.

Chers collègues, il nous est demandé d'approuver ces modalités de mise en œuvre de revalorisation salariale pour les professionnels de la petite enfance.

M. le Maire : J'ajouterai que cette revalorisation est une réponse à la difficulté d'embaucher des agents dans les crèches, que ce soit dans toutes les collectivités de France, quelles qu'elles soient, départementales, communales ou autres. Le législateur donne l'opportunité, mais là encore c'est à l'appréciation des communes et ce n'est pas une obligation, de donner un coup de pouce non négligeable - près de 100 euros net - aux agents qui relèvent des crèches, sans pour autant être obligés de l'appliquer à l'ensemble des agents qui sont dans la même strate et autre, puisque c'est aussi une obligation. Sinon, nous aurions été dans

l'impossibilité de le faire, cela aurait été trop conséquent. Bien que ce ne soit pas une obligation, là encore nous avons choisi de faire profiter les agents en question de cette revalorisation qui nous est permise.

Est-ce qu'il y a des observations ? Je n'en vois pas.

Vote de la délibération n°24.147

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.147 est adoptée à l'unanimité.

→ Rémunération des agents recenseurs

M. le Maire : Nous restons toujours dans les ressources humaines. Il s'agit de la rémunération des agents recenseurs. Monsieur Coelho ?

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Vous le savez, ces recensements doivent se faire. La collecte du recensement de la population est annuelle. Elle a été organisée conjointement par l'INSEE et les services municipaux. La période de travail d'un agent recenseur s'étend sur environ 8 semaines et comprend entre 170 et 200 logements enquêtés. Elle comprend 2 demi-journées de formation organisées sur le temps de travail, la réalisation d'une tournée de reconnaissance de leur secteur sur la première quinzaine du mois de janvier, puis la collecte auprès des habitants sur les 5 semaines suivantes. La tournée de reconnaissance ainsi que la collecte s'effectuent en dehors du temps de travail des agents.

Cette délibération abroge et remplace la délibération n°15.017 du 11 février 2015 qui ne prévoyait pas la rémunération pour la tournée de reconnaissance ni pour la fonction de coordinateur. Le coordinateur désigné par l'autorité territoriale est l'interlocuteur de l'INSEE, pendant toute la durée du recensement, assure un soutien logistique aux agents chargés du recensement. C'est également lui qui organise la campagne locale de communication, la formation et l'encadrement des agents recenseurs.

Il est donc proposé de fixer la rémunération des agents recenseurs comme suit : forfait de 5,35 euros brut par logement. Forfait de 65 euros brut pour la réalisation de la tournée de reconnaissance. Prime de fin de collecte déterminée au constat de l'avancement final de la collecte réalisée par l'agent recenseur : 30 euros brut si le nombre de logements non enquêtés à la clôture est compris entre 16 et 20, 60 euros brut si le nombre de logements

non enquêtés à la clôture est compris entre 11 et 15 et 90 euros brut si le nombre de logements non enquêtés à clôturer est inférieur ou égal à 10.

Lorsque la formation obligatoire de l'agent recenseur est effectuée en dehors de son temps de travail, elle sera rétribuée au septième échelon de l'échelle C3 de rémunération au prorata du nombre d'heures effectuées. De plus, il est proposé une prime forfaitaire pour le coordinateur à la hauteur de 300 euros brut. L'INSEE verse chaque année une dotation aux communes qui calculent proportionnellement à la population des ménages et au nombre de logements. Cette dotation permet de financer la rémunération des agents recenseurs.

Chers collègues, il nous est demandé d'approuver ce nouveau cadre de rémunération des agents recenseurs et coordinateurs.

M. le Maire : Des interventions ?

Vote de la délibération n°24.148

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.148 est adoptée à l'unanimité.

→ Modification du régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la Police Municipale

M. le Maire : Modification du régime indemnitaire des agents de la police municipale.

M. Coelho : Je commence par le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres, qui vient modifier le champ des régimes indemnitaires applicables à ces grades.

À compter du 1^{er} janvier 2025, les régimes indemnitaires dont bénéficient les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la Police Municipale sont abrogés. Il convient par conséquent de définir le régime indemnitaire des agents concernés en correspondance réglementaire avec les dispositions du décret précité. Il est rappelé que tout régime indemnitaire, pour pouvoir être mis en œuvre au sein d'une collectivité, nécessite une délibération du Conseil Municipal. En vertu du décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, l'organe

délibérant de la Ville de Choisy-le-Roi pourra instituer une indemnité spéciale de fonction et d'engagement composée d'une part fixe et d'une part variable.

Bénéficiaires : peuvent bénéficier à Choisy-le-Roi de cette indemnité spéciale de fonction et d'engagement les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des directeurs de la police municipale, les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des chefs de service de la police municipale, les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale.

Part fixe : la part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension au taux individuel fixé par l'organe délibérant, dans la limite des taux précisés dans le décret précité.

Par variable : la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, appréciée selon les critères définis par l'organe délibérant.

Critère : efficacité dans l'emploi et réalisation des objectifs.

Compétences professionnelles et techniques : qualités relationnelles, qualités d'encadrement le cas échéant. Les critères seront appréciés en lien avec l'entretien d'évaluation professionnel.

L'organe délibérant détermine le plafond de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans la limite des montants précisés dans le décret précité.

L'exclusivité et les exceptions : l'indemnité spéciale de fonction et l'engagement est exclusif de toutes les autres primes et l'indemnité liée aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception des indemnités horaires pour travaux supplémentaires, des primes et des indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés, ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail.

Modalités de versement pour l'ensemble des agents relevant du cadre d'emplois des agents de la police municipale, les montants individuels perçus dans le cadre du régime indemnitaire actuel seront transposés dans le nouveau cadre indemnitaire applicable à compter du 1^{er} janvier 2025. La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et de l'engagement est versée mensuellement. La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement dans la limite de 50 % des plafonds précisés dans le décret précité. Elle est complétée d'un versement annuel sans que la somme des versements ne dépasse ces mêmes plafonds.

Chers collègues, il nous est demandé d'approuver, conformément au décret n° 224-614 du 26 juin 2024, les modalités de mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire applicable aux fonctionnaires des cadres d'emplois de la police municipale.

M. le Maire : C'est un peu compliqué, mais à la fois simple. Ce nouveau régime indemnitaire qui nous est imposé par le législateur n'a qu'un but : c'est une revalorisation de la fonction de police municipale qui impose un salaire minimum, en dessous duquel on ne peut pas être. Les communes qui sont en dessous doivent revaloriser. Or, nous n'étions pas en dessous, on était légèrement au-dessus. Les policiers municipaux de Choisy-le-Roi ne seront pas impactés par cette mise en œuvre, puisque nous étions dans les clous.

Nous devons le voter. Cela met aussi de l'ordre par rapport aux différentes communes. Pour tout ce que Monsieur Coelho vous a décrit, il faudra respecter à la lettre toutes les modalités qui composent le salaire du policier municipal. Cela n'aura aucun impact sur la masse

salariale et sur les salaires des agents municipaux de Choisy qui n'étaient pas concernés par la volonté de ce décret. Mais il n'empêche qu'il s'impose à nous.

Est-ce qu'il y a des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille ?

M. Guillaud-Bataille : Notre famille politique ne peut que se réjouir que des cadres soient enfin mis sur une branche de la fonction publique territoriale qui en était privée de par le fait qu'elle est assez récente au regard de la création de la filière administrative de police municipale, qui n'est pas si vieille que cela. Au regard aussi, on a déjà eu l'occasion d'en échanger ici, de la compétition que se livraient les municipalités les unes les autres. C'est toujours mieux quand le cadre arrive.

D'autre part, il y a bien longtemps que, pour ma part, je réclame pour la police nationale ou la gendarmerie des augmentations de salaire pour des agents qui sont bien mal rémunérés au regard des missions et des contraintes de leurs missions. Nous regarderons avec attention la présentation de l'ensemble du tableau des effectifs.

En février, nous avons alerté et dit notre malaise. Non pas tant que nous pensions que les agents de police municipale gagnent trop, mais que l'écart entre leur rémunération et les rémunérations des agents des autres filières de notre commune était particulièrement alarmant, et en tout cas, de notre point de vue, de nature à créer des tensions, des distorsions entre les différents postes.

Nous avons souligné qu'un agent de catégorie C de la police municipale parfois pouvait gagner autant que certains agents de catégorie A, voire de catégorie B. Je sais la réponse que vous m'aviez faite à l'époque, que j'entends, parce que je connais le contexte. C'est le seul moyen de pouvoir recruter des agents dans la compétition que se livrent les communes. Pour ma part, je ne peux que le déplorer et redire ici que l'on ne pourra pas continuer indéfiniment à dire à l'ensemble des professions de la fonction publique territoriale que des agents de catégorie C, au prétexte qu'ils sont agents de police municipale, peuvent avoir le double de leur rémunération.

M. le Maire : Merci Monsieur Guillaud-Bataille. Effectivement, ce nouveau régime indemnitaire vient calmer les choses et cadrer les choses. Tout le monde devra s'inspirer de cela.

On n'a pas le choix, si l'on veut aujourd'hui embaucher un policier municipal, effectivement il y a une concurrence plus que rude entre les communes pour embaucher un policier municipal. Maintenant, je fais toujours partie des personnes - bien que j'ai créé cette police municipale - qui disent que c'est une mission ô combien régaliennne et première de l'État. Je n'aspire qu'à une chose : pourquoi pas à l'avenir que les policiers municipaux fusionnent avec la police nationale, mais surtout que l'État prenne sa responsabilité et nous indemnise - les communes - sur le fonctionnement des policiers municipaux. Parce que tous les maires, pratiquement toutes tendances confondues, sont obligés de créer une police municipale, ce qui est complètement anormal. Parce que, bien que je le fasse, j'estime que nous avons eu d'autres choses à faire que nous occuper de la sécurité, qui est ô combien importante et réclamée par nos concitoyens. C'est bien pour cela que l'on s'en empare. Mais c'est une mission essentielle, prioritaire de l'État.

La différence après avec les agents, c'est dommageable. Je pense que cela pourrait régler une partie des choses. Mais on ne peut pas faire autrement, on est un peu coincés dans cette affaire.

Ceci dit, je rends hommage à la police municipale de Choisy-le-Roi qui fait beaucoup de prévention. Récemment encore, ils ont été appelés à l'École du Parc par la directrice. Ils ont

fait preuve vraiment de psychologie, puisque des parents sont entrés dans l'école pour régler leurs affaires parce que deux de leurs enfants s'étaient chamaillés. On en est là, aujourd'hui. Heureusement qu'ils sont arrivés non pas en cow-boys, mais en personne avec beaucoup de psychologie. La directrice qui était bien paniquée les a remerciés. Ils vont aussi toutes les semaines dans nos écoles pour faire œuvre de pédagogie, c'est très apprécié et cela se passe bien. Ils sont maintenant indispensables et complètent la police nationale.

Vous avez parlé de la gendarmerie. Je regrette que nous ayons perdu notre gendarmerie puisqu'à Choisy-le-Roi il y avait une gendarmerie. Effectivement, les effectifs ont bien fondu, surtout dans nos banlieues. C'est complètement anormal. On peut se rejoindre là-dessus.

Monsieur Hassan AOUMMIS ?

M. Aoummis : J'abonde dans le sens, mais il faut quand même dire quelque chose par rapport à cette situation qui porte une certaine atteinte aux équilibres budgétaires des villes. On ne va pas faire le débat, même s'il s'impose de fait, sur le régalién, ce qui appartient à l'État et ce qui n'appartient pas à l'État, et le subsidiaire qui relève en partie des collectivités locales.

Qu'il y ait un régime indemnitaire, c'est une bonne chose en soi. Que les pouvoirs publics aient harmonisé la situation, c'est très bien. Mais je pense qu'en réalité, c'est parce que l'on est arrivés dans un contexte et dans une situation dans laquelle les villes sont en concurrence forcée et forcenée autour du recrutement des policiers municipaux, qui font de 3 500 à 4 000 euros dans des villes limitrophes que l'on connaît, qu'ils soient de droite ou de gauche, le problème n'est pas là. On est face à une situation où il y a une concurrence, où le policier municipal - je n'incrimine personne, c'est le statut dont je parle - est en situation de pouvoir. Il peut monnayer son statut au prix qu'il souhaite, sachant qu'il a la possibilité en tout cas dans les villes moyennes et grandes villes, d'aller là où il souhaite aller. Les villes sont un peu prises en otage par rapport à cette situation.

Les pouvoirs publics seraient aussi un peu avertis en allant dans le sens peut-être de la formation pour que l'offre corresponde à la demande, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Le fait que les villes soient otages de cette situation est quand même quelque chose d'inacceptable.

Je pose une question par rapport à cette question de plus en plus prégnante sur l'importance de la sécurité en tout cas municipalisée. Il n'y a pas de raison à moyen terme que cela s'arrête. Est-ce qu'il n'y a pas, au sein de l'Association des maires, une prise de conscience collective pour porter la voix de l'ensemble des maires qui ont une police municipale et faire en sorte que l'État, en tout cas les pouvoirs publics, prennent la mesure de la situation et essaient d'équilibrer l'offre et la demande ?

M. le Maire : Merci Monsieur. Tous les maires de France regrettent cette situation et rappellent que l'État a ses obligations premières, mais ce n'est qu'une réclamation parmi tellement d'autres que font les maires, sur plein de sujets. Pour l'instant, nous sommes obligés de combler ce manquement de la part de l'État. Et pour ma part, je m'y suis senti obligé. C'est la demande de notre population. D'ailleurs, on va faire un petit sondage pour savoir s'ils sont satisfaits ou non, s'ils veulent plus de police municipale, s'ils en veulent moins.

Lorsque j'ai créé cette police municipale avec mon équipe, c'était uniquement pour répondre à une demande de la population. D'ailleurs, les populations là-dessus partout en France se rejoignent. Au vu des derniers événements de l'actualité, malheureusement ils vont de plus en plus être demandeurs. Que faire ? Nous avons pris nos responsabilités, mais

évidemment ce ne sera pas un puits sans fond. D'ailleurs, ce nouveau régime indemnitaire, pour ne rien vous cacher, nous donne aussi la possibilité de payer encore plus. Mais on est au taquet.

Il va se passer deux choses. Il y a même des villes qui vont être obligées de relever, parce qu'elles sont en dessous du minima, et vont peut-être perdre des policiers municipaux. Puis d'autres vont se servir de cela pour relever, pour essayer de débaucher dans d'autres villes. Je peux vous dire que Choisy-le-Roi ne va pas s'inscrire dans cette démarche. Nous traitons bien nos policiers municipaux, ils le méritent. Ce n'est pas toujours facile. Mais il y a un moment où il y a certains plafonds qu'on ne peut pas dépasser. Effectivement, il y a un écart. Il ne s'agit pas du même travail, mais c'est un long travail dans la fonction publique d'harmoniser tout cela. Ce n'est pas évident. Ce n'est pas le maire et son équipe ou l'ensemble du Conseil qui pourront remédier à cela, il faudra bien que cela vienne du législateur.

Est-ce qu'il y a d'autres observations ?

Vote de la délibération n°24.149

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.149 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation de la convention de mise à disposition à la commune par Madame Claire SZABO d'un chien affecté au service de la Police Municipale de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Il s'agit d'une convention de mise à disposition du chien d'un maître-chien qui nous rejoint. Monsieur Coelho ?

M. Coelho : Merci Monsieur le Maire. Afin de fortifier davantage les mesures de sécurité et de créer le lien avec la population, la municipalité a souhaité doter la police municipale d'une brigade cynophile. Dans ce cadre, suite au départ d'un policier maître-chien, un agent de la police municipale déjà présent au sein des effectifs et propriétaire d'un chien souhaite être affecté à la brigade cynophile pour participer aux missions de maintien de la tranquillité publique assurées par la police municipale. Afin de fixer les obligations des parties, une convention de mise à disposition du chien de défense a été établie.

Chers collègues, il nous est demandé d'approuver ladite convention et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

M. le Maire : Très bien. Ce n'est pas un policier municipal supplémentaire. Il a fallu le remplacer. Les maîtres-chiens ont leur propre animal qu'ils mettent à disposition de la commune. C'est ce que nous devons accepter.

Est-ce qu'il y a des observations ? Monsieur Aoummis ?

M. Aoummis : Juste une question technique, Monsieur le Maire. J'ai vu que dans la convention, dans l'article 5 qui précise que la Ville prend en charge les dommages corporels causés au chien dans l'exercice de sa mission, allant jusqu'à la prise en charge d'une intervention chirurgicale, je n'ai pas vu d'article concernant le dommage qui pourrait être porté par le chien à un citoyen.

M. le Maire : Nous avons nos assurances là, c'est le Code civil. La personne peut porter plainte. C'est que le policier municipal a manqué de maîtrise ou a fait une faute. S'il est établi que le policier municipal a fait une faute, c'est dans l'article 10. Il se passe ce qui est applicable dans toutes les actions de la commune, c'est qu'il y a la responsabilité de la commune qui est engagée. Si le policier municipal a fait une faute, soit il a fait attaquer quelqu'un alors qu'il n'aurait pas dû, soit il a manqué de maîtrise, il n'a pas maîtrisé son chien. Si la faute est reconnue, c'est la responsabilité de la Ville qui est engagée avec le Code civil et tout ce qui peut advenir, indemnités et autres. Comme un agent qui renverse quelqu'un dans la rue, s'il a fait une faute, c'est la responsabilité de la Ville qui est engagée.

Est-ce qu'il y a d'autres observations ?

Vote de la délibération n°24.150

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.150 est adoptée à l'unanimité.

CONSERVATOIRE

→ Convention avec le(s) collègue(s) concerné(s) pour l'ouverture d'une Classe à Horaires Aménagés Théâtre (CHAT)

M. le Maire : Nous passons maintenant à la culture avec l'approbation concernant les classes à horaires aménagés sur le théâtre. Je donne la parole à Madame OSTERMEYER.

Mme Ostermeyer : Merci Monsieur le Maire, bonsoir à toutes et tous. Comme notre équipe s'y était engagée, je vous présente ce soir la nouvelle convention de partenariat définissant le cadre d'une classe à horaires aménagés. Ce projet, entièrement réécrit, propose aux collégiens dès la sixième une nouvelle discipline : le théâtre. Discipline dont les bénéfices en termes de compétences orales, d'expressivité et de confiance en soi, pour ne citer que celles-là, sans parler des capacités artistiques, nous ont confortés dans cette nouvelle orientation de la convention. Ce dispositif exigeant demandera un engagement fort de toutes les parties prenantes, à commencer par la motivation et l'assiduité des élèves.

Nous croyons fermement qu'il peut être un vecteur et un complément essentiel à la réussite de leur parcours de vie. Voilà pourquoi je vous propose d'approuver la convention de partenariat entre le collège Émile Zola et la commune afin de permettre à notre maire de la rendre effective.

M. le Maire : Merci. Monsieur Guillaud-Bataille ?

M. Guillaud-Bataille : Pour se réjouir de l'ouverture future de cette classe à horaires aménagés théâtre, mais pour regretter encore et toujours, comme nous l'avions fait, la fermeture des classes à horaires aménagés musique. Déplorer aussi qu'il ait fallu 4 ans pour que de nouvelles classes à horaires aménagés voient le jour dans notre commune.

Pour notre part, si nous n'avons pas de préférence entre le théâtre et la musique, nous pensons qu'ils ne s'excluent pas l'un l'autre et que peut-être on aurait pu laisser continuer les classes à horaires aménagés musique en préparant les classes à horaires aménagés théâtre, et peut-être d'ailleurs ne pas substituer l'une à l'autre à l'arrivée, objectivement. Parce que ce projet aura pris 4 années scolaires, cela veut dire une génération entière de collégiens qui n'auront pu avoir accès à des classes à horaires aménagés artistiques. On ne peut que le regretter pour cette génération d'élèves et espérer que ce ne sera pas le cas à partir de la mise en place du théâtre.

En espérant bien sûr que, demain, la musique puisse reprendre son droit, et pourquoi pas la danse tant que nous y sommes. L'art étant de notre point de vue le meilleur moyen d'ouvrir les esprits et de faire se rencontrer les sensibilités. Mais peut-être que là-dessus, tout le monde se rejoindra autour de la table, cela reste le meilleur moyen de dépasser bien des tensions dans notre société.

M. le Maire : Sur ce point, je le partage. Je voudrais juste rétablir quelques vérités. Nous n'avons pas arrêté les classes à horaires aménagés musique, puisqu'elles ont continué jusqu'à la fin de leur cycle. Si elles se sont arrêtées, c'est faute de combattants. Le directeur du Conservatoire, ses professeurs ne voulaient plus continuer parce que les collégiens ne venaient pas aux cours. C'est ce qu'il s'est passé. Vous pouvez enquêter et contrôler mes dires.

De la part aussi des collégiens, beaucoup ont avoué qu'en fait cela ne les intéressait pas. C'est dû aussi au fait que la musique, c'est particulier. Je connais quand même bien ce milieu, mais la problématique des classes musique et pourquoi les collégiens se sont désintéressés au fur et à mesure, le directeur peut l'expliquer ou les professeurs : c'est qu'ils

ont été agrégés à d'autres enfants ou à des adolescents qui avaient déjà 3 ans de musique. Or, la musique ne peut pas fonctionner comme cela. Si l'on intègre une classe de musique sans en avoir les bases, bien sûr qu'ils vont se sentir un peu perdus. C'est ce qu'il s'est passé.

Nous pensons que les classes à horaires aménagés sont une très bonne chose. Après de multiples réunions avec les parents et les collégiens, on n'a pas imposé le théâtre. Mais lorsqu'on a évoqué le théâtre, cela a été vraiment l'unanimité. D'abord parce que du théâtre, on peut en faire à n'importe quel âge et à partir de n'importe quel moment. On peut intégrer une compagnie sans y être depuis le départ. Les collégiens étaient très demandeurs et d'ailleurs sont emballés par cela. Ensuite, parce que cela leur est utile dans leur cursus oral et dans l'examen qu'ils ont au baccalauréat. Ceci va les aider beaucoup plus que la musique, pour ceux qui n'auraient pas pris un cursus en musique.

Il a fallu du temps malgré tout, il a fallu 2 ans. Pourquoi ? Parce que la loi fait obligation d'avoir un professeur certifié. Or, les collèges qui étaient tous demandeurs n'avaient pas de professeur certifié. Il nous a fallu attendre qu'un collège ait un professeur certifié, ce qui a été le cas récemment avec le collège Zola. C'est pour cela que nous partons avec le collège Zola et que nous souhaitons bien sûr proroger cela le plus longtemps possible, tant que l'on nous en laissera bien sûr l'occasion. C'est strictement ce qu'il s'est passé. Réjouissons-nous maintenant que les collégiens puissent faire du théâtre. Monsieur Aoummis ?

M. Aoummis : On va se limiter au théâtre. Il y a un aspect indéniablement intéressant dans la pratique du théâtre, ou en tout cas en direction des élèves. C'est avéré. Vous demanderez à n'importe quel enseignant les vertus de la pratique du théâtre sur un élève, ce n'est pas juste pour le préparer à l'oral du brevet ou au bac, cela va au-delà. Cela va dans le sens du bien-être, cela va dans le sens de la confiance en soi, surtout dans cette période de préadolescence, d'adolescence. Le théâtre a effectivement un certain nombre de vertus intéressantes.

D'où ma question sur l'ouverture de cette pratique à tous les collèges de Choisy. Il est vrai qu'il y a cet impératif un petit peu particulier de certification. Mais il y a aussi des modalités, d'autres modalités de partenariat qui peuvent se mettre en place sans certification d'enseignant dans un collège avec le théâtre. Dans ce cas-là, si vous êtes dans la perspective de généraliser, ce serait quelque chose d'équitable. Cela touche toute la population juvénile de la ville, et aussi quelque chose de pertinent parce que cela apporte une plus-value à nos élèves.

Juste vous inciter à réfléchir à la possibilité d'ouvrir pour ne pas se limiter. Parce que là, on est dans le cadre de ce qui a été réfléchi, pensé préalablement musique, dans le cadre de la musique avec le collège Zola. Ouvrons la perspective pour que cela concerne tous les élèves de Choisy.

M. le Maire : Je partage, d'autant plus que nous y avons déjà réfléchi et que nous l'avons mis en pratique avec la construction du nouveau théâtre, 120 ou 130 places que nous avons voulues pour qu'il soit précisément destiné aux compagnies amateurs de Choisy, sans que l'on demande un sacerdoce de certifications, etc., puisqu'il leur était assez difficile d'avoir les scènes du théâtre Paul Eluard, par exemple, dont le planning est plein, etc. Je ne peux pas l'imposer aux directrices, aux directeurs et aux professeurs. Il faut aussi que les directeurs et les directrices aient cette volonté, sans que ce soit des classes à horaires aménagés, dans le cadre d'un travail, d'une étude de texte. Je suis tout à fait ouvert à prêter ce théâtre. Il est fait pour eux, il n'y a aucun souci là-dessus. Ouvrons le maximum.

Combien de personnes ont pu se réaliser, se découvrir grâce au théâtre ? Et grâce à la musique aussi, attention, ainsi que par tous les arts. Parce qu'on aurait pu aussi choisir la sculpture. Il y a des villes en classe à horaires aménagés qui ont pris la sculpture, d'autres ont pris la danse. Mais ce qui s'est dégagé avec les conversations que l'on a eues avec les collégiens et les parents, c'est le théâtre et je peux le comprendre, c'est passionnant.

Mais je vous rejoins tout à fait. Il y a eu des troupes amateurs qui se sont produites salle Langevin, c'était des troupes amateurs qui se sont mises en scène, qui ont appris leur texte. Si le service jeunesse ou des jeunes Choisiens, des amis entre eux, montent une pièce et désirent avoir un lieu pour montrer cette pièce et se mettre en scène, aucun souci. Ouvrons au maximum, je suis d'accord. Mais c'est une démarche qui vient d'eux. Je peux suggérer aux directeurs le fait qu'ils ont un bel outil à leur disposition.

Est-ce qu'il y a d'autres interventions ?

Vote de la délibération n°24.151

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henriette, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.151 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation de la convention de partenariat entre le groupe hospitalier P. Guiraud de Villejuif et la commune pour l'organisation au conservatoire de séances d'ateliers culturels et thérapeutiques

M. le Maire : Le partenariat avec le groupe hospitalier Paul Guiraud.

Mme Ostermeyer : Il s'agit d'une tout autre convention de partenariat entre le groupe hospitalier Paul Guiraud de Villejuif et notre commune, ceci à travers notre Conservatoire.

Vous savez tous l'engagement de notre équipe en faveur des personnes porteuses de handicaps, cette fois dans le domaine de la culture. Dans cet esprit, je vous propose de regarder cette convention qui offre à un petit groupe de patients la possibilité de participer une fois par semaine à des actions d'expression corporelle à visée thérapeutique.

Voilà pourquoi je vous engage à approuver cette convention et à autoriser notre maire à la signer. Merci.

M. le Maire : Des interventions ? Je me félicite de ce partenariat que l'on pourra peut-être étendre à d'autres, tellement il y a des besoins et tellement cette cause nous touche et vous touche, j'en suis sûr.

Il n'y a pas d'interventions ?

Vote de la délibération n°24.152

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.152 est adoptée à l'unanimité.

URBANISME

→ Convention d'Action Foncière entre le SAF94 et la commune de Choisy-le-Roi et l'opérateur PIERREVAL pour le périmètre Avenue DE LUGO / INTERMARCHÉ

M. le Maire : Nous arrivons à l'urbanisme. Il s'agit d'une convention avec le SAF94 qui est du portage foncier, notre commune et l'opérateur Pierreval. C'est aussi un dossier assez ancien pour le périmètre qui est sur l'avenue de Lugo et qui concerne l'Intermarché.

Ce sont des discussions qui remontent même à l'ancienne majorité, où il y a cette avenue de Lugo, où d'ailleurs l'EPA ORSA est partie prenante puisque cela fait partie de l'OIN. Cela fait 15 ans qu'il y a des discussions dans divers coins, peut-être même plus, mais rien ne sort. Nous avons été saisis comme il y avait eu un précédent avec l'ancienne équipe municipale où il faudrait refaire l'Intermarché. Un précédent projet avait été accepté par l'ancienne équipe municipale avec des logements sur cet emplacement où il y a un Intermarché et notre Ville. Sauf que ce projet était trop imposant, donc nous l'avons retoqué parce qu'il y avait 700 logements, c'était énorme. On n'a pas pu donner suite à cela.

Cette parcelle appartient à Intermarché. Ce n'est pas une parcelle qui appartient à la Ville. Ils ont le droit de déposer un permis, pourvu qu'il soit conforme au PLU. On ne peut pas leur interdire de construire. Ils saisissent le préfet et c'est nous qui nous faisons taper sur les doigts. Par contre, ils sont revenus à des considérations beaucoup plus acceptables. C'est important aussi parce que cela contribue aussi, à travers les taxes, à la contribution d'une nouvelle école primaire qui devra être construite dans le quartier nord. Et il y a aussi les autres projets sur l'avenue de Lugo, qui étaient aussi engagés par l'ancienne municipalité, qui doivent y contribuer.

Il s'agit de donner l'autorisation au SAF94 de porter cela. Intermarché va vendre à Pierreval le terrain pour qu'ils construisent des logements. Dans l'attente de cette transaction, c'est le SAF94 qui va faire un portage foncier pour Intermarché, qui va acheter des terrains, les porter pour une durée de 6 à 8 mois en attendant que les conventions entre Intermarché et Pierreval se fassent. Pour l'instant, on en est là.

Par la suite, il y aura 190 logements au lieu de 700. Il y aura bien sûr le nouvel Intermarché qui sera neuf, qui ressemblera à celui qui a beaucoup de succès., beaucoup de Choisiens vont là-bas, celui qui a été construit en bas de l'avenue de Versailles, dans la montée de Belle-Epine. Il s'agira de remettre des commerces et de déplacer cette station d'essence qui est quand même très glauque. Cette station d'essence va s'inscrire dans un autre projet qui est sur le terrain Fusco, là aussi une vieille histoire depuis 15 ans dont on n'arrive pas à sortir, et qui sera à l'emplacement où il y a actuellement le garage, la concession Citroën. Vous aurez 190 logements, des parkings et surtout, on va récupérer aussi gratuitement 1 600 mètres carrés qu'Intermarché va donner à la commune pour faire un parc public végétalisé. C'est autre chose que ce qui a été permis, c'est beaucoup plus humain. La construction de ces 190 logements donnera aussi, à travers les taxes, de la trésorerie pour construire cette nouvelle école. Le besoin est un peu moins criant parce qu'il faut savoir qu'il y a plus de 700 élèves. Il y a deux ans, c'était vraiment d'une urgence absolue de le faire. Ceci a diminué, parce qu'ils étaient quand même à plus de 600.

Madame HACHE a raison de me corriger, c'est son domaine. Mais il était quand même à plus de 600. Il était vraiment urgent et criant de construire cette nouvelle école. Donc là, ils seraient à 550, ce qui est quand même énorme. Cela ne nous enlève pas l'obligation de prévoir l'avenir parce que d'ici 3 ou 4 ans, les démographes nous disent que cela va remonter, donc autant construire cette école tranquillement, puisqu'elle sera nécessaire.

Voilà le but de cette opération.

Est-ce qu'il y a des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille ?

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, je dois vous avouer que je suis un peu troublé par la présentation que vous venez de faire parce qu'en réalité, vous nous expliquez des choses qui ne sont pas réellement dans la note. On doit les prendre au vol. Il n'y a pas écrit 190 logements dans la note.

M. le Maire : Il est écrit dans la note « Programme envisagé : environ 11 000 mètres carrés de surface de plancher dédiés au logement, soit environ 190 logements. » C'est écrit dans la note, Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Je vous prie de m'excuser.

M. le Maire : Il y a tout le descriptif du programme envisagé.

M. Guillaud-Bataille : L'autre chose sur laquelle vous ne vous appesantissez pas, pourtant j'ai posé des questions en commission, c'est sur la part de logements sociaux et la façon dont elle sera ventilée et construite, et à quoi elle sera destinée. Pourtant, c'est assez intéressant.

Sur la fin de votre intervention, vous commencez à nous parler de telle autre parcelle, telle autre parcelle, telle autre parcelle, telle autre parcelle. J'entends Monsieur le Maire, mais je crois que les Choisiennes et les Choisiens ont le droit d'avoir une visibilité sur un projet global pour ce quartier de l'autoroute jusqu'à la gare, j'exagère peut-être un peu, en tout cas jusqu'au Netto puisque ce n'est plus un casino, d'avoir une visibilité sur quel est l'aménagement, quelle est la mission de ce quartier dans notre ville, quelle est la vision qui

en est celle de la municipalité en termes de nombre de logements, en termes d'emplois, en termes d'activité économique, en termes de projets, même pour la Ville, de quel type d'économie. Or, vous ne le faites pas. On commence par des petits bouts, on ne voit pas de cohérence sortir. Je trouve cela très dommageable. Parce qu'y compris sur les logements, j'ai pu entendre lors de la commission que non seulement c'était 700 logements, mais qu'en gros, ce n'était que des logements sociaux quasiment qui étaient programmés à cet endroit-là, ce qui n'est pas vrai d'ailleurs. Ce n'est pas 100 % de logements sociaux, comme cela m'a été dit, Monsieur le Maire. C'était un tiers, un tiers, un tiers et vous le savez très bien.

M. le Maire : Je n'ai pas parlé de logements sociaux, j'ai parlé du nombre conséquent. 700 logements, c'est impossible.

M. Guillaud-Bataille : Nous avons bien reçu la lettre que vous avez fait distribuer à la ville. Il y a un nombre aujourd'hui de demandeurs de logements dans notre ville qui sont des demandeurs de logements sociaux. Ce ne sont pas des demandeurs de logements dans tous types de logements. 4 000, un peu plus.

M. le Maire : 4 500 à Choisy.

M. Guillaud-Bataille : 4 500 à Choisy. De ce que m'a répondu votre adjoint, les logements sociaux, puisqu'il devra quand même y en avoir 25 % sur les 190, ne seront pas ouverts à tout public, mais seront dédiés à un public précis. On m'a dit que ce serait pour des personnes âgées.

Vous pouvez nous dire que 190 logements à cet endroit, c'est suffisant. Vous pouvez nous dire que 25 % de logements sociaux parmi ces 190 logements, c'est de votre point de vue suffisant. En tout cas, il y a une chose qui est sûre, c'est qu'au regard des besoins des Choisiennes et des Choisiens, au regard des demandes des citoyennes et des citoyens, on est très loin du compte.

Il se trouve que nous avons eu avec notre groupe des rencontres avec beaucoup d'habitants du quartier, notamment à la rencontre des parents d'élèves dans les trois écoles. Nous avons rencontré un nombre de mamans vivant à l'hôtel avec leurs enfants, un nombre de gens vivant dans des logements de mauvaise qualité ou sous-dimensionnés pour leurs familles qui nous font dire qu'il y a besoin de répondre et de répondre urgemment sur la question du logement, et notamment du logement social pour les Choisiennes et les Choisiens. Sauf à décider dans des délais relativement courts à dire qu'ils n'ont pas vocation à rester à Choisy-le-Roi, alors que leurs enfants sont scolarisés, qu'ils participent à la vie scolaire, etc. Il va falloir en venir à ce débat-là. Est-ce que la municipalité estime que tous ces demandeurs de logements - qui sont Choisiens pour la plupart -, que ces mamans logées à l'hôtel, ces gens dans des logements indignes en tout cas des conditions de vie modernes ou inadaptées à l'évolution de leur famille, est-ce que la municipalité décide qu'ils ont vocation à rester à Choisy parce qu'ils sont Choisiens, ou est-ce qu'on laisse faire la vie, quitte à les voir s'éloigner de notre ville ?

M. le Maire : Monsieur Guillaud-Bataille, je vais essayer de vous répondre dans l'ordre. Quand vous me dites qu'il faut présenter aux Choisiens, certaines personnes ici présentes faisaient partie d'une majorité qui faisaient de votre parti ou de votre pensée, et qui avaient présenté un projet. On s'inscrit dans cette continuité. Ceci a déjà été présenté. Sauf qu'il ne s'est jamais fait. Depuis 15 ans, rien ne se fait dans ce quartier où il y a pourtant une entrée sur la ville et où il faut absolument revoir ce quartier. Nous sommes sous le contrôle de l'EPA ORSA, c'est ce qui rend les choses difficiles.

Je vais répondre à toutes vos questions, mais vous mélangez un peu tout. Vous me dites que vous voulez savoir le projet, mais il n'est pas encore complètement défini. Il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. Il s'agit de permettre à Pierrefeu et aux Mousquetaires de nous sortir un projet, c'est le but de cette délibération.

Ce que dit ce projet, c'est parfaitement décrit, c'est pour amener effectivement des commerces, la construction d'un nouvel Intermarché et le déplacement de la station d'essence. Il faut bien que je vous dise quand même ce qu'il y a dans le projet.

Je vous parle de la station d'essence parce qu'il est important de savoir ce qu'elle devient. La station d'essence sera installée là où il y a actuellement la concession Citroën, qui bougera sur un projet qui n'a rien à voir avec celui dont on parle aujourd'hui. Mais tout cela compose ce que l'on appelle le quartier du Lugo et qui est abrité par l'EPA ORSA. On est aussi obligés de passer par leurs désirs. Si l'on ne vote pas cela, il n'y a pas de projet qui démarre. Donc on démarre cela pour que le projet que je vous décris se fasse : 190 logements, le déplacement de la station d'essence, un nouvel Intermarché dernier cri et des commerces. C'est très clair.

Lorsque nous en serons à l'architecture et au type de commerce qui sera là, on pourra en discuter ensemble et on vous le présentera. Ce sera présenté au Conseil et aux Choisiens. Mais pour l'instant, il faut donner le top départ. On donne le top départ à des gens en plus qui nous écoutent, parce que le permis était de 700 logements sur cette parcelle, mais c'était de la folie, c'était une aberration, sur 10 ou 11 étages. Nous l'avons refusé.

Les mousquetaires sont des gens bien, parce que ce projet avait été accepté par l'ancienne majorité. Je ne mélange pas tout, j'estime être plutôt bien précis et bien cohérent dans ce que je vous explique. Je pense que tout un chacun peut comprendre ce que je viens d'expliquer.

Ensuite, vous avez une façon de présenter les choses quand même un peu viciées, permettez-moi, sans vouloir créer de polémique, de dire aux Choisiennes et aux Choisiens qu'ils n'ont pas leur place à Choisy. Ces gens que vous rencontrez, je les rencontre tous les jours et je les reçois tous les samedis, mon adjoint aussi. Je vous assure que dans les difficultés qu'il y a aujourd'hui, nous avons permis à 1 300 Choisiens de se loger. On tient les chiffres à votre disposition.

Maintenant, si vous voulez me faire dire que l'on arrête la construction de logements sociaux supplémentaires, je l'ai écrit, on assume. Nous avons même été élus pour cela, il n'y a aucun souci. Effectivement, c'est peut-être le programme de votre groupe de 2026 de continuer la construction de logements sociaux. C'est votre avis. C'est respectable, c'est ce que vous choisirez. Il ne me semble pas que c'est ce que désire la population ni les populations en général, au vu de tout ce qu'il faut assumer derrière : écoles, assistance aux personnes et autres.

Nous sommes à 38 % de logements sociaux. Nous avons toujours dit que l'on ne dépassera pas ces 38 %, mais que l'on maintiendra les 38 % alors que la loi impose 25 %. Je pense que Choisy-le-Roi a plus que pris sa part. Ce n'est pas parce que toute l'Île-de-France voudrait à tout prix habiter Choisy-le-Roi que nous sommes en capacité. D'abord, on n'est pas en capacité de donner ces logements. C'est bien pour cela que bien que l'on ait octroyé 1 300 logements, il y a toujours 4 500 demandes, parce que les bailleurs sociaux ne sont plus en capacité de construire de nouveaux logements. Il y a un combat qui peut nous rapprocher, parce que même si ce n'est pas à Choisy, il faut des logements sociaux. Mais il faut que l'État en fasse une priorité. Or, il y a des tas de dispositions qui font que tous les bailleurs sociaux vont tous dans le mur, ils n'ont plus les moyens de construire. Mais pour

Choisy-le-Roi nous sommes à 38 % de logements sociaux sur le programme de 190 logements. Si l'on peut inclure quelques logements sociaux, je le ferai.

Il y avait un autre programme avec l'EPA ORSA, qui avait été acté par l'ancienne majorité qui était sur Frasy et Fusco où il y avait je ne sais combien de logements que nous avons repris aussi avec Fusco Frasil, ces fameux îlots, où l'on avait demandé de mettre 60 logements sociaux pour diverses raisons. Ceci a capoté. Pourquoi ? Lorsque j'ai pris mes fonctions, je me suis retrouvé au Lugo avec la cité des Sablières et tout le monde face à moi qui me reprochait d'avoir fait capoter cette construction. Sauf que je leur ai expliqué que j'ai découvert, comme ils ont pu le découvrir après, que ce qui avait été promis par l'ancienne majorité était infaisable parce que les terrains à Frasy ne nous appartiennent pas. Comment voulez-vous que l'on construise sur des terrains qui ne nous appartiennent pas ?

Encore aujourd'hui l'EPA ORSA, l'EPFIF, si vous voulez je vous présenterai les dirigeants de l'EPFIF qui travaillent arduement sur l'acquisition de ces terrains pour pouvoir réaliser 2 logements où là aussi, j'avais demandé à ce que l'on mette 80 logements sociaux. Or, cela n'a pas pu se faire. Au bout de 2 ans, l'EPA ORSA nous annonce que les terrains Frasy ne nous appartenaient pas. Les terrains Frasy appartiennent toujours à Frasy. En face, il y a des terrains où il y a 9 personnes qui doivent être expulsées, qui ne le sont pas et qui n'ont eu aucun contact.

Il y a un marchand de sommeil qui est un avocat, qui a des logements à peu près de partout, qui fait de la résistance. D'ailleurs, on va faire une ZAC pour pouvoir s'en sortir, parce qu'il a bloqué toutes ces constructions. On le découvre. D'ailleurs, l'ancienne conseillère municipale a reconnu et m'a remercié en disant que j'avais raison, et m'a remercié d'avoir fait bouger la Sablière. Puisque nous soutenons de toutes nos forces la Sablière pour obtenir une reconstruction à l'identique.

Vous voyez que le social, on n'y est pas indifférents. Mais ce sera 38 % de logements sociaux à Choisy. Monsieur Guillaud-Bataille, qu'est-ce qui n'est pas vrai ?

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, on a déjà eu la discussion ici. Vous autorisez la vente de logements sociaux à tous les bailleurs de la ville et ils sont en train de le faire. Vous vous en félicitez. Vous ne pouvez pas m'expliquer que vous autorisez la vente de logements sociaux. On ne peut pas vendre des logements sociaux, ne pas en construire, et m'expliquer que la part des logements sociaux ne bouge pas.

M. le Maire : Vous parlez d'autres choses. Vous dites à Choisy-le-Roi, il n'y a pas 38 % de logements sociaux.

M. Guillaud-Bataille : Je dis que vous êtes en train de travailler à faire baisser ce chiffre et que vous le savez très bien.

M. le Maire : C'est faux.

M. Guillaud-Bataille : Assumez-le. Est-ce qu'il y a des ventes autorisées de logements sociaux par 3F, par CDC Habitat, par LOGIREP ? Est-ce que vous avez voté pour autoriser VALOPHIS à le faire aussi ?

M. le Maire : Oui, Monsieur. Si vous permettez, je reprends la main. Vous dites qu'à Choisy-le-Roi, il n'y a pas 38 % de logements sociaux. C'est vous qui mentez. J'explique aux personnes des conseils qui écoutent attentivement et qui ne cherchent pas à nous faire avaler des vessies pour des lanternes. Il est assumé que nous ne construirons pas plus de logements sociaux qu'il n'y en a actuellement à Choisy. Vous annoncez à la population que vous allez construire plus de logements sociaux. C'est très clair entre nous, c'est assumé.

Cela fait plusieurs fois que vous me traitez de menteur alors que c'est vous qui mentez en permanence, qui voulez faire croire des choses aux Choisiennes et aux Choisiens qui sont fausses. Il y a 38 % de logements sociaux. On tient les chiffres à votre disposition. Il y a toutes les Choisiennes et les Choisiens qui en font la demande. Il y a 38 % de logements sociaux à Choisy-le-Roi. Ce sont tout de même des gens qui auraient besoin de logements sociaux, puisqu'ils sont dans des logements insalubres.

Monsieur, vous voulez toujours créer des polémiques où il n'y en a pas. Je vous dis que ma majorité et moi-même assumons complètement de ne pas construire de logements sociaux supplémentaires. Je suis prêt à perdre ma place de maire, parce que je ne changerai pas là-dessus. Puisque vous dites que vous avez discuté avec les personnes, vous allez faire un programme où vous allez expliquer que vous allez dépasser 38 % de logements sociaux. C'est très simple. Pourquoi polémiquer là-dessus ? Nous assumons complètement.

Quant à faire croire et cela c'est un procès d'intention et c'est très malhonnête de nous dire qu'on s'ingénie à faire descendre le nombre de logements sociaux dans cette ville, c'est archifaux. Maintenant, je vous invite à discuter avec les bailleurs sociaux et à écouter un peu ce qu'ils demandent. J'ai l'impression que vous ne l'avez pas fait. Nous sommes pour l'accession à la propriété.

Vous avez lancé une polémique, je réponds. Nous sommes pour l'accession sociale à la propriété, ce qu'à priori vous n'acceptez pas. Vous m'expliquerez comment vous la faites, l'accession sociale à la propriété.

Vous faisiez allusion au fait que l'on autorise des bailleurs sociaux à vendre des logements sociaux, sous prétexte de vouloir faire baisser le nombre de logements sociaux. Mais c'est incroyable de dire des choses pareilles. Je sais bien que vous voulez faire croire tout et n'importe quoi, mais c'est archifaux et je vais vous expliquer pourquoi on l'autorise. Parce que nous voulons qu'un locataire puisse devenir propriétaire. Nous voulons qu'un locataire puisse léguer plus tard à ses enfants un logement. J'en ai parlé à des sénateurs et à des députés, j'estime qu'une personne qui a payé 40 années de loyer sans faiblir tous les mois dans un HLM, j'estime qu'au bout de 40 ans, ce HLM devrait lui revenir, ou tout du moins en avoir l'usufruit gratuit pendant la retraite. Voici ma politique du logement social et de l'accession sociale à la propriété. Je ne vois pas ce qu'il y a de mal à cela.

Les seuls qui pourront acheter les logements sociaux, ce sont les locataires qui sont dans ces logements. Pourquoi le bailleur a besoin de les vendre ? Parce qu'avec cet argent, cela va pouvoir le renflouer pour construire d'autres logements sociaux. Par contre, le locataire va pouvoir devenir propriétaire parce qu'il va pouvoir acquérir ces logements à 20 ou 30 % en dessous du prix du marché. Nous estimons que c'est très vertueux. C'est de l'accession sociale à la propriété. C'est sans doute ce qui nous sépare.

Vous voterez contre, puisque l'on a une délibération dans ce genre. C'est la démocratie, vous voterez contre. On assume, assumez. Il n'y a pas de problème là-dessus. Nous assumons depuis que nous avons écrit notre programme en 2020 notre politique du logement. Nous sommes pour l'accession sociale pour le logement. Nous estimons qu'au-delà de 38 % de logements sociaux, la situation est très difficile parce que la Ville ne pourra pas assurer tous les besoins en écoles et autres, en aides nécessaires.

Les personnes qui sont dans un logement social ne sont responsables en rien de situations difficiles, mais nous avons aussi besoin de faire revenir des cadres. Les Choisiennes et les Choisiens me demandent de faire revivre des commerces, de faire revenir des commerces d'autrefois. Pour y parvenir, il faut aussi que l'on essaie d'augmenter le pouvoir d'achat de notre ville.

D'ailleurs, vous êtes déjà parti en campagne pour 2026 puisque la ville fleurit de belles photos. Pour l'instant, il n'y a rien d'écrit sur le programme. Mais je pense que vous allez expliquer dans votre programme comment vous allez faire revenir de belles enseignes aux commerces. Vous allez dire que vous allez monter les logements sociaux à 40, 50 ou 60 % puisque tout le monde en demande, etc. Cela me va très bien. Les Choisiennes et les Choisiens vont choisir. Si je perds ma place, je perds ma place et vous pourrez faire ce que vous êtes en train d'expliquer. C'est très bien que cela se passe ainsi. Je ne vois pas pourquoi il faut polémiquer là-dessus. Nous n'avons pas le même avis là-dessus. C'est heureux. Au moins, il y a un choix. Les Choisiennes et les Choisiens feront un choix.

Monsieur Aoummis, je vous donne la parole.

M. Aoummis : Monsieur le Maire, avant mon intervention, juste lever une ambiguïté. Les 700 logements sociaux, dont vous parliez tout à l'heure dans le secteur qui nous concerne, dans la délibération n'ont pas été validés par la majorité parce que cela n'a jamais été présenté. Et d'ailleurs, c'est aujourd'hui même que je découvre les 700 logements.

M. le Maire : Je vous donnerai les plans, on les a gardés.

M. Aoummis : D'accord. En tout cas, dans le cénacle du Conseil Municipal, c'est juste une petite parenthèse pour lever cette ambiguïté.

La deuxième chose, ce secteur qui va jusqu'à l'autoroute, c'est un secteur qui me fait penser au deuxième pont de Choisy, ce serpent de mer dont on parle depuis 30 ans déjà, voire même plus. La visibilité est quasi nulle. On tarde à voir les choses venir. À titre personnel, je trouve que ce secteur est vraiment placé à un endroit qui bouge avec le TZ qui arrive, avec le métro automatique à proximité. Il y a une mobilité moderne, il y a une accessibilité en tout cas à Paris qui est de plus en plus forte. Il mérite ce secteur que les choses bougent, que ce projet arrive. Je ne suis pas contre, bien au contraire. C'est le petit point qui, peut-être, permettra de faire bouger d'autres petits points.

Mon inquiétude, c'était le magasin. Du moment où l'on allait garder le magasin, l'idée d'un commerce de proximité à disposition de la population... je parle d'Intermarché. La station d'essence va bouger. Je suis plutôt d'accord là-dessus.

Là où je vais exprimer une certaine réticence, c'est par rapport à une délibération qui est passée la dernière fois. Malheureusement, je n'étais pas là. Elle a été votée concernant le déplacement de la déchetterie. La déchetterie est une verrue à cet endroit, c'est clair. La symbolique d'une déchetterie à côté d'une mosquée, c'est quand même quelque chose qui n'est pas top sur le plan de la dignité des cultes.

M. le Maire : C'était pour permettre que la mosquée ait un parking. On n'est plus dans le Lugo, Monsieur Aoummis. On est dans le quartier nord.

M. Aoummis : J'ai bien compris, Monsieur le Maire. Le déplacement qui se fera à la Prairie inquiète beaucoup. D'autant plus qu'il y a une élue de votre majorité qui est là, qui en parle avec son mari dans le quartier en des termes qui ont un petit peu fait paniquer les gens. On n'est pas des élus pour allumer le feu. On veut tempérer, réfléchir et penser le commun. On n'est pas dans des débats ou des discussions, des agissements de nature politicienne.

Aujourd'hui, il y a un malaise sur le quartier de la Prairie par rapport à l'avènement de la déchetterie. Monsieur le Maire, je ne sais pas ce que vous envisagez de faire, mais il faudra à un moment donné vraiment discuter avec les gens, rassurer. Jeudi dernier, il y a eu un conseil de quartier que vous avez présidé, et vous avez bien vu que les gens n'étaient

absolument pas d'accord avec le projet. Pas le projet en tant que tel, mais comment il peut être construit. Prenez la main dessus. Derrière, il y a de l'agitation.

M. le Maire : Monsieur Aoummis, je vais vous répondre. Pour recadrer les choses, la déchetterie ne concerne pas le projet Le Lugo, c'est dans le nord. La déchetterie va se déplacer sur les quais. C'est très récent, effectivement. Elle n'est pas encore déplacée, mais il faut bien la déplacer. Lors du conseil de quartier, j'ai entendu et cela s'est passé il y a une semaine. Je connais très bien ce quartier, j'y ai de nombreux amis. Bien sûr que je vais me déplacer et en discuter avec eux. Ce n'est pas à l'ordre du jour, mais je vous réponds. On peut faire une commission de sécurité, si c'est ce qui inquiète les habitants, dont vous pourrez faire partie et discuter en toute transparence. La déchetterie en question, c'est de l'herbe dont il s'agit. Bien sûr, je m'engage à ce que tout soit étudié pour que rien ne soit nocif, parce que c'est ce qui inquiète les gens. Il faudra faire des réunions dans ce quartier avec les habitants pour expliquer les choses, faire une commission avec les habitants et discuter en toute transparence sur comment faire et sur ce qui sera fait. Il n'y a aucun souci là-dessus. Mais encore une fois, c'est la déchetterie qui est à côté de la mosquée. Ce n'est pas vraiment le Lugo, même si ce n'est pas très loin.

M. Aoummis : Je n'ai pas fini. Même en étant absent, j'ai quand même vu un petit peu l'ordre du jour du 6 novembre. J'ai vu qu'il y a l'acquisition de deux parcelles, etc. Je vais solliciter vos services. Je sais que ce n'est pas toujours facile, c'est compliqué parce qu'il y a beaucoup de délibérations. Parfois, il y a des erreurs qui peuvent advenir. En l'occurrence, sur cette délibération de l'achat des deux pavillons, quand on clique pour avoir le dossier, on a le dossier du quartier du Port, la délibération n° 8 relative à l'aménagement du quartier du Port. Je n'avais pas ces éléments. Si je les avais eus, j'aurais pu intervenir, même à travers la personne qui avait le pouvoir. Il y a eu interférence.

J'ai vu le procès-verbal, vous avez parlé de la déchetterie, mais cela ne figurait pas dans l'ordre du jour parce qu'il y a eu une interférence au dossier, tout simplement.

M. le Maire : Je vous propose de vous donner tous les éléments, de faire une réunion là-bas, d'essayer de faire une commission avec des habitants pour les rassurer. Ils seront rassurés, parce que ce n'est pas une déchetterie où l'on va déverser je ne sais quoi. Je propose d'en reparler en dehors du Conseil, parce que ce n'était pas à l'ordre du jour, mais c'est important effectivement. Je vous réponds, il n'y a aucun souci. Je pense qu'il faut faire cela. Bien sûr, c'est ce que l'on a décidé. Bien sûr que l'on a mis au courant les habitants, là-bas.

Je veux quand même ajouter que jamais le quartier de la Prairie n'a été aussi bien traité que depuis que je suis là. Des rues ont été faites, on a refait le Pont Rendu. On a mis beaucoup d'argent sur le quartier de la Prairie et c'est normal, puisque cela faisait 30 ans au moins. Je n'accuse personne, parce qu'il y a plein d'autres choses à faire, d'autres choses qui ont été faites. Mais il était temps de s'occuper du quartier de la Prairie. Je sais aussi qu'il y a une petite incompréhension, parce que des gens s'étaient plaints que les voitures projetaient de la terre sur le portail. On a cru bien faire de protéger les arbres. Or maintenant, d'autres se plaignent que cela les empêche de se garer. On va retirer cela, on verra, on en reparlera lors d'une réunion ou d'une commission. On va modifier les choses autour des arbres.

C'était un aparté qui n'était pas à l'ordre du jour, mais qui est utile. On en parle en dehors du Conseil.

Pour revenir sur le quartier du Lugo, bien sûr que ce quartier avec l'EOP ORSA, cela fait 15 ans que ça dure et il est important que le quartier bouge. La délibération de ce soir, c'est pour faire bouger les choses. Évidemment, les mousquetaires qui possèdent le terrain jouent

le jeu avec la Ville, Madame Loridan m'avait présenté ce dossier, on l'a toujours, on pourra vous le faire voir. Ils auraient pu ne pas se retirer, les mousquetaires, mais ce sont des gens bien, ils ont vu que cela ne plaisait pas à la commune, ils se sont retirés.

Donc ils reviennent avec un nouveau projet de 170 logements, déplacement de la station d'essence, rétrocession d'un parc à la Ville et avec les taxes d'aménagement, possibilité de récolter 1 ou 2 millions pour notre école. On en attend 3 ou 4 autres lorsque le quartier du Lugo se fera, dont on peut discuter même en dehors du Conseil, il n'y a pas de souci.

C'est juste permettre au SAF94 de porter ce terrain en attendant les conventions. C'est 3 ou 6 mois, c'est le rôle, comme l'EPFIF, de porter les terrains en attendant les mousquetaires et le promoteur. C'est le même qui avait été retenu par l'ancienne majorité pour les 700 logements : Pierreval. Cela pour qu'ils actent les choses.

Ensuite, le projet de ces 190 logements, de l'aménagement des commerces, etc. vous sera présenté, l'architecture, etc. Mais il faut en passer par cette phase pour que cela démarre. Après il y aura l'autre phase avec Citroën qui veut bouger, on vous en parlera. Je crois que je vous ai déjà donné l'opération : le garage Citroën à Choisy-le-Roi monte en gamme dans le groupe Stellantis. Cela va devenir une super concession avec Peugeot, Citroën et peut-être Fiat. Ce sera une très belle concession.

Comme le PDG de Stellantis a changé, j'espère qu'ils ne vont pas revenir là-dessus. Mais c'est avec ses sous propres que le concessionnaire Citroën faisait cela. Il y a un dialogue qui s'est instauré avec les Mousquetaires qui possèdent cette station qu'ils voulaient déplacer. Parce qu'avec le passage du TZ, cela posait des problèmes pour la sortie des voitures. Il a trouvé un accord avec le concessionnaire Citroën qui va se déplacer avec une nouvelle très belle concession. Le terrain où il y a Citroën actuellement recevra la station de l'Intermarché. Tout cela s'emboîte, cela fait un tout, ce qu'on appelle Le Lugo.

Ce soir, je vous demande de bien vouloir donner le top départ pour que, comme vous l'avez dit, ce quartier bouge enfin. C'est nécessaire et il y a plein de complications qu'a essuyées l'ancienne majorité, que j'essuie maintenant. Mais on commence à approcher du but.

Est-ce qu'il y a d'autres interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille ?

M. Guillaud-Bataille : Une explication de vote, pour que les choses soient bien claires entre nous. Il n'y a pas de projet global sur ce quartier. Or pour l'instant, la seule chose dont nous sommes à peu près certains, c'est qu'un réseau de communication lourd va y arriver. De facto, si cela va ouvrir effectivement notre ville à de nouveaux modes de transport, ce qui est toujours positif, que cela va nous amener jusqu'à la ligne 15, nous allons aussi être soumis à la pression foncière des promoteurs immobiliers qui va nous arriver dessus et qui peut rendre un grand nombre de projets très difficile à faire et remettre en cause bon nombre d'actions sociales, y compris qui peut enchérir les terrains pour construire des écoles. Ce sont des choses que vous avez certainement anticipées. Je ne vous fais pas ce genre de procès.

Mais pour l'instant, nous n'avons pas de vision globale, de projet global. Nous ne voyons pas de destination attribuée à ce quartier, que ce soit en logements, en développement économique. Quels sont les atouts retenus pour l'ensemble ? Je crois que vous connaissez bien le président de l'EPA ORSA, aujourd'hui. Tout cela, pour l'instant nous ne le voyons pas. Nous ne pouvons pas le voir, les Choisiennes et les Choisiens non plus.

Vous nous dites que c'est pour lancer les choses, puis que vous nous présenterez après. Les choses sont donc déjà quand même bien cadrées et bornées. J'entends que vous

puissiez ne pas vouloir 700 logements. Mais entre 700 et 90, je suis certain qu'il doit y avoir un juste milieu à trouver. Nous sommes persuadés de cela.

Ce sont donc bien 25 % de logements à destination sociale qui sont prévus. J'entends votre énervement quand je vous dis qu'à terme, vous allez faire baisser le taux de logement social. Pour ne pas rentrer dans les détails et les polémiques, s'il y a un stock dont 38 % sont du logement social et que l'on y ajoute un stock B dont 25 % sont du logement social, même à la marge, il y aura une baisse des 38 %. C'est mécanique. Le choix d'orientation que vous prenez de dire « Nous n'allons faire que 25 % », mécaniquement, c'est la trajectoire de baisse de la part du logement social dans notre ville, fût-elle pour l'instant sur 190 logements et en apparence indolore dans les statistiques.

M. le Maire : C'est votre vision, vous l'expliquerez. Je ne vois pas à quel moment je me suis énervé, j'ai simplement bien expliqué les choses. Franchement, on a d'autres soucis que de s'énervé, surtout en ce moment, surtout où l'on voit où en est notre pays. Je vous signale qu'à ce jour, on n'arrive pas à boucler le budget puisqu'on attend les dotations et ce qu'il va se passer au gouvernement ou pas. Franchement, on a d'autres soucis que de s'énervé.

C'est votre vision des choses et cela me va très bien. J'attends avec impatience que vous l'expliquiez aux Choisiennes et aux Choisiens. Et encore une fois, ils choisiront. Je n'ai pas vocation à rester maire toute ma vie. Ma municipalité est au service des Choisiennes et des Choisiens avec des choses très précises qu'on leur a dites. S'ils n'en veulent pas, on respectera la démocratie. Peut-être que l'Assemblée et plus haut, ils pourront en prendre exemple. Quant à moi, je suis satisfait de la tenue de ce Conseil Municipal. On pourrait leur donner des exemples, malgré quelques envolées et paroles malheureuses que vous avez eues. Sachez une chose : pour les gens qui me connaissent, j'ai certainement des défauts comme tout le monde, mais il y en a un que je n'ai pas, c'est que je ne mens jamais et que je tiens mes engagements. Je fais ce que je dis.

Je peux vous présenter en privé, parce que l'on ne va pas en discuter pendant des heures. Mais bien sûr qu'il y a un projet global sur le Lugo qui existe depuis 15 ans, mais qui est bloqué par différentes choses.

On parle des 190 logements prévus par les Mousquetaires sur une parcelle qui leur appartient. Ce qui avait été envisagé par l'ancienne municipalité, auquel je ne me serais pas opposée, c'est la construction sur les lots Frasy, Fusco et autres de faire 380 logements, ce qui donnait à peu près 3 ou 4 millions à la Ville pour construire cette école. Il y a une vue d'ensemble, puisque pour ces 380 logements qui ont baissé à 340, il y aura aussi des logements sociaux. Nous nous battons pour que cela sorte de terre. Comme nous nous battons, en accord avec l'association de la Sablière, pour que la Sablière se fasse. J'ai quand même obtenu cela du bailleur, qui ne voulait pas en entendre parler. Cela faisait 30 ans qu'il ne mettait pas 1 centime là-dedans. Il a accepté de reconstruire la Sablière à l'identique. Il n'y a que du social. Pour l'aider, je lui ai dit « *En plus, je vous autorise à construire un étage supplémentaire de logement social* » pour qu'il s'y retrouve. Donc le logement social n'est pas à écarter de notre vue. Mais nous estimons qu'il y a un plafond. C'est ce qui nous différencie.

On en discutera certainement par ailleurs. Je pense que l'on peut peut-être voter.

Vote de la délibération n°24.153

Ont voté pour : 35

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES

Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BENKAHLA Malika, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 5 (M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGUE Terence, M. GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien)

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.153 est adoptée à l'unanimité.

→ **Délibération rectificative relative à la cession du bien sis 80 avenue Villeneuve-Saint-Georges**

M. le Maire : On reste dans l'urbanisme : délibération rectificative pour la cession du bien sis 80 avenue Villeneuve-Saint-Georges.

Nous l'avions déjà approuvée lors du précédent Conseil Municipal. Le locataire était prioritaire puisque c'est une maison que nous avons dû racheter au SAF, avec d'ailleurs d'autres petites propriétés dont on ne peut rien faire. Mais comme l'échéance des 10 ans était passée, je vous montrerai les plans, il y a un terrain qui est enclavé à un endroit, il y a une maison à un autre, on ne peut pas réunir les parcelles pour faire quelque chose. Cela nous a coûté 1 200 000 euros. Nous avons besoin de revendre ce pavillon, d'ailleurs, cela avait été voté au précédent Conseil Municipal, sauf que le locataire en question a créé une SCI et nous demande de vendre, ce qui ne change rien ni sur les prix ni sur rien. C'est toujours au même locataire, sauf qu'il a fait une SCI. Ce sera donc vendu à la SCI que le locataire a créée pour mettre ses enfants, ce qui se fait couramment.

Est-ce qu'il y a des observations ?

M. Guillaud-Bataille : Je crois que c'est l'inverse. Ils avaient fait une SCI. Finalement, elle ne marche pas et c'est un achat.

M. le Maire : C'est peut-être l'inverse. Il avait fait une SCI et c'est en son nom propre qu'il veut acheter, ce qui ne change rien.

Est-ce qu'il y a des interventions à ce sujet ?

Vote de la délibération n°24.154

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE

Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.154 est adoptée à l'unanimité.

→ Garantie d'emprunt pour un prêt de 6 M€ souscrit par la SADEV 94 auprès de la Caisse d'Épargne Île de France – ZAC du Port à Choisy-le-Roi

M. le Maire : Nous devons voter une garantie d'emprunt pour un prêt de 6 millions souscrit par la SADEV auprès de la Caisse d'Épargne d'Île-de-France. C'est en lien avec le point suivant, qui est une garantie d'emprunt pour un prêt de 9 millions d'euros souscrit par la SADEV auprès de la Banque Postale. La SADEV demande un prêt de 15 millions d'euros. La SADEV, c'est l'aménageur du quartier du Port.

Compte tenu de multiples avatars et de différents retards, puisque cela remonte à 15 ans, la SADEV avait une ligne de crédit de 15 millions d'euros auprès de la Caisse d'Épargne, qui a été déjà renouvelée par 2 fois. La garantie portait sur la vente des logements qui étaient prévus au quartier du Port. Or, compte tenu de ce qu'il se passe actuellement dans toutes les villes où tous les programmes pratiquement sont bloqués, au quartier du Port, les terrains en question n'ont pas été vendus aux promoteurs. Donc la Caisse d'Épargne ne veut pas redonner cette ligne de crédit de 15 millions d'euros. La SADEV est venue vers nous pour que l'on se porte caution à hauteur de 12 millions, j'ai refusé tout net.

Ils se sont tournés également vers le Territoire Seine Bièvre qui a accepté parce qu'ils sont aussi partie prenante sur le développement économique. Ils ont accepté de se porter caution à hauteur de 6 millions et nous, la Ville, à hauteur de 6 millions qui se décomposent ainsi : 3,4 millions sur les 9 millions et 2 millions et quelques sur les 6 millions. Ce qui fait qu'on se porte caution sur 6 millions, à égalité avec le Territoire Grand-Orly Seine-Bièvre qui se porte caution sur 6 autres millions. Ce qui leur fait leur caution de 12 millions pour avoir cette ligne de crédit de 15 millions qui est vitale pour eux pour continuer.

Pourquoi on est acculés à l'accepter ? C'est parce qu'actuellement, sur le quartier du Port, la SADEV, s'ils devaient arrêter aujourd'hui, il y aurait un déficit de 15 millions d'euros à partager avec la Ville. Or, ce n'est ni de l'intérêt de la SADEV ni du nôtre que les choses s'arrêtent.

Voilà l'objet de cette délibération, où l'on nous demande de nous porter caution pour cette ligne de crédit auprès de la SADEV.

Est-ce qu'il y a des interventions ? Monsieur Aoummis ?

M. Aoummis : Monsieur le Maire, le quartier du Port, cela fait 18 ans, 20 ans, toute une génération, avec une deuxième génération qui est en train d'arriver avec des friches partout. C'est quelque chose de pénible pour les gens du quartier et pour tout Choisien qui se respecte.

Ma question concerne la viabilité de la SADEV. Est-ce qu'ils sont en capacité, aujourd'hui ? J'ai en tête un antécédent. Vous vous rappelez la SEM d'Orly ? L'aménageur des Hautes Bornes et la problématique qui s'est posée à un moment donné où il fallait rattraper tout cela.

Est-ce que la SADEV n'est pas dans cette situation ? Rassurez-nous. Parce que l'on va voter quand même 6 millions. Quel est l'état de santé de la SADEV ?

M. le Maire : Comme beaucoup d'aménageurs, l'état de santé de la SADEV n'est pas reluisant, mais cela reste un aménageur assez costaud. Toutefois, on peut être croqué dans un sens comme dans l'autre. Si l'on ne se porte pas caution, ils ne peuvent pas poursuivre, ils n'ont pas leur ligne de 15 millions qu'ils avaient tous les 2 ou 3 ans. On serait amenés à partager le déficit qui est aujourd'hui de l'ordre de 15 millions d'euros. La Ville devrait payer 7,5 millions avec la SADEV.

Si l'on se porte caution sur ces 6 millions et que le Territoire Seine-Bièvre se porte caution pour 6 autres, ils peuvent poursuivre. On se donne l'espoir de poursuivre.

J'étais intervenu, j'étais conseiller, j'avais trouvé un peu gros que l'on ait choisi à la base cet aménageur qui était tout petit. Cela n'avait rien à voir avec la SADEV. Pour l'instant, ils n'ont pas de souci de pérennité. Mais vous savez, tout peut arriver. Que ce soit les promoteurs dont 30 % ont déposé le bilan, les aménageurs ou autres, si l'État ne fait pas quelque chose pour relancer, ce sera compliqué. D'ailleurs, il y avait une mesure importante dans le budget que d'aucuns ont voulu censurer, c'est leur affaire, mais il n'empêche qu'ils avaient remis le prêt à taux zéro qui aurait fait beaucoup de bien au bâtiment et aux jeunes couples ou à d'autres pour acheter. Or, ce prêt à taux zéro n'est pas là parce qu'il était dans le budget de Monsieur Barnier. Le bâtiment est dans une crise terrible. Ce que l'on nous annonce comme plan de licenciement, j'espère vraiment que cela n'arrivera pas. J'espère que le nouveau gouvernement va prendre conscience du problème du bâtiment, de tous ces programmes qui sont bloqués, quel qu'en soit le prix, dans des villes très disparates.

Il y avait un très beau programme au quartier du Port, mais avec tout ce qu'il s'est passé, l'augmentation des prêts, des taux, l'augmentation des matériaux, il n'y a plus d'équilibre financier, etc. Tout se bloque.

Je partage, Monsieur Aoummis, la même inquiétude. Si l'on ne fait rien, ils s'arrêtent, l'on devra payer entre 7 et 9 millions d'euros de déficit. Si l'on se porte caution de 6 millions et qu'ils s'arrêtent, la Ville devra participer au paiement de ces 6 millions. Qu'est-ce que l'on choisit ? C'est cornélien, c'est cornélien. Les villes et l'aménageur sont associés. On parle de l'avenir des programmes spécifiques à Choisy-le-Roi pour finir cette ZAC qui a été entamée il y a 15 ans ou plus. Tout est en friche.

Je ne fais pas l'injure à mes prédécesseurs, parce que je me rends compte de la complexité des choses. Il y a eu plein de projets qui ont avorté, notamment avec Beauval. Ils reviennent à de meilleurs sentiments. On est presque condamnés à voter. Le débat est ouvert. Je rejoins les inquiétudes de Monsieur Aoummis, tout en me disant qu'il faut bien essayer. On est partenaires, donc il faut que l'on joue le jeu.

Est-ce qu'il y a d'autres prises de parole ? Monsieur Guillaud-Bataille est sorti.

Vote de la délibération n°24.155

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian,

BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.155 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Je vous en remercie, parce que je crois que l'on est tous conscients que l'on n'avait pas le choix. On est au pied du mur, on n'a pas le choix. Mais j'ai bon espoir malgré tout que cela se débloque. Merci à vous.

→ Garantie d'emprunt pour un prêt de 9 M€ souscrit par la SADEV 94 auprès de la Banque Postale – ZAC du Port à Choisy-le-Roi

M. le Maire : Ces points sont liés. Avant, ils avaient une ligne uniquement auprès de la Caisse d'Épargne. Ils ont pris auprès de la Caisse d'Épargne et de la Banque Postale. Pour le deuxième point auprès de la Banque Postale, c'est 3,4 millions d'euros où l'on se porte caution. C'est la même problématique, c'est la même ligne.

Vote de la délibération n°24.156

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.156 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : On surveille cela de très près. On vous tient au courant. Je sais qu'il y a des réunions entre l'aménageur et le promoteur qui auront lieu au mois de janvier. Le promoteur actuel, vu les difficultés, n'a pas payé les terrains à la SADEV. La promesse tombe au mois de mars. Si au mois de mars il ne paye pas les terrains, on passera à un autre projet, à un autre promoteur parce que la confiance sera rompue. D'autres projets vous seront présentés. Il faudra voir le projet idéal.

→ Approbation de la modification N°7 PLU

M. le Maire : Toujours pour l'urbanisme : l'approbation de la modification 7 du PLU. C'est en vue de l'adoption du PLUI du Territoire. C'est assez clair. Monsieur Guillaud-Bataille ?

M. Guillaud-Bataille : Excusez-moi, Monsieur le Maire, mais le PLUI a été adopté hier soir au Territoire ?

M. le Maire : Oui.

M. Guillaud-Bataille : Il faut que l'on valide notre rapport au PLUI.

M. le Maire : C'est cela, c'est parce qu'on l'avait préparé en amont du vote. Il y a des gens qui m'avaient écrit pour me demander si j'étais d'accord pour le repousser. La Ville de Choisy a dit « Non, on ne repousse pas le PLUI. C'est assez compliqué comme cela. »

Est-ce qu'il y a des interventions ? On a cherché à protéger certaines maisons. C'est maintenant inclus dans le PLUI qui a été voté. Il pourra toutefois être amendé d'ici 2 ans.

Vote de la délibération n°24.157

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.157 est adoptée à l'unanimité.

SPORTS

→ Répartition du solde des subventions aux associations sportives pour l'année 2024

M. le Maire : Nous en avons fini avec l'urbanisme, nous passons au sport. Monsieur Marques ?

M. Marques : Merci, Monsieur le Maire, bonsoir à toutes et à tous. Nous vous proposons de voter ce soir l'attribution des subventions pour les deux clubs de la SCR qui propose du football, du futsal et du basket, qui comprennent des équipes masculines et féminines.

Ils n'avaient pas été en mesure de fournir les comptes au titre de l'exercice 2023-2024 suffisamment tôt pour que nous puissions proposer un financement lors du précédent

Conseil. Il est parfois difficile de tenir les délais pour des dirigeantes et des dirigeants qui sont bénévoles, qui encadrent plusieurs centaines de pratiquants, organisent des activités et des compétitions quasiment chaque week-end, alors même que leur club ne dispose pas de la surface financière suffisante pour se doter d'un pôle administratif salarié.

Ainsi, au cours des dernières saisons, la SCR compte entre 700 et 850 adhérents pour une soixantaine d'éducateurs, alors que le basket réunit entre 180 et 230 licenciés pour une quinzaine d'encadrants. Si le versement décalé de la subvention municipale annuelle n'entraîne pas de difficultés en début de saison, à un moment où le compte de l'association est alimenté par les cotisations des membres, les montants définis ce soir sont d'une grande importance au regard du modèle économique de ces clubs, avec un budget annuel d'environ 25 000 euros pour le basket et d'un peu moins de 300 000 euros pour le football.

Pour toutes ces raisons, je vous propose d'adopter cette délibération.

M. le Maire : Des interventions ? Je n'en vois pas.

Vote de la délibération n°24.158

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.158 est adoptée à l'unanimité.

→ **Tarification des activités sportives au 1er janvier 2025**

M. le Maire : Je crois qu'on reste dans le sport. Monsieur Marques ?

M. Marques : La tarification des activités sportives, des installations. Je ne vais pas relire la note qui vous a été envoyée et dont vous disposez. C'est pratiquement à l'identique, comme au cours des 4 dernières années, il n'y a pas de nouvelles rubriques, il n'y a pas de nouveaux créneaux, de nouvelles tarifications. Il y a une petite augmentation pour tenir compte de l'inflation sur quasiment la totalité des activités et des installations.

M. le Maire : C'est à peine le coût de la vie, 2 %. Des interventions ?

Vote de la délibération n°24.159

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.159 est adoptée à l'unanimité.

FORMATION - APPRENTISSAGE

→ Signature d'une convention avec le groupement d'intérêt public la Cité des métiers du Val-de-Marne 2024-2026

M. le Maire : Madame BENKHALA va nous présenter une délibération sur l'apprentissage, notre nouvelle convention avec la Cité des métiers.

Mme Benkahla : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs. Aujourd'hui, il est demandé au Conseil Municipal d'approuver la convention entre la Ville de Choisy-le-Roi et la Cité des métiers, et d'autoriser le maire à signer cette convention.

Tout le monde connaît, je pense, la Cité des métiers. C'est un lieu ressource qui a vocation à accompagner les jeunes et les moins jeunes sur le chemin de l'insertion, de la formation et de l'emploi. Il y a quatre thématiques dans lesquelles intervient la Cité des métiers : la découverte des métiers, l'orientation scolaire et professionnelle, la formation, la création d'activités et la recherche d'emploi.

La semaine dernière, la Cité des métiers a fêté ses 10 ans. Ceci a été l'occasion de voir à quel point la Cité des métiers a développé un partenariat dense, extrêmement intéressant. Elle met vraiment l'accent sur le partenariat économique, parce que je crois que c'est l'enjeu de demain, de favoriser, de faire se rapprocher les institutions et les acteurs économiques.

On vous demande évidemment d'autoriser le maire à signer cette convention.

M. le Maire : Merci. Je dirais que la Cité des métiers reprend vie, puisqu'il y a eu un flottement avec un manque de directeur et autres. Après, il y a eu les épisodes Covid, etc. Nous n'en sommes pas encore à la même fréquentation qu'avant le Covid, mais il y a eu un CA ce matin, on s'en rapproche. On espère en 2025 atteindre la même fréquentation qu'avant le Covid.

Le Village de l'emploi organisé avec eux a été un plein succès, les 10 ans aussi où beaucoup de partenaires étaient présents, des institutionnels et des entreprises qui offrent des emplois et des formations. Il nous faut développer cela.

Cette discussion avec le directeur et cette convention mentionne bien que des locaux seront mis à disposition des services jeunesse, d'associations, enfin de toute personne qui œuvre ou qui fait des formations pour l'insertion et l'emploi. D'ailleurs, dès demain, il y a une association de jeunes qui va dispenser des cours à 20 autres jeunes, qui ont tous été envoyés par des animateurs de rue, enfin des encadrants, des personnes très éloignées de l'emploi et autres. Ils font cela depuis longtemps et avec beaucoup de succès, et ils les forment aux métiers du sport. Leur première session a lieu demain et il y a 20 jeunes de prévus.

J'ai fait confiance à tout ce qu'on m'a dit, qu'ils sont sérieux. J'ai reçu les gens, ils m'ont l'air sérieux. Mais bien sûr, demain matin je vais venir dire un petit bonjour et vérifier que tout ce qu'ils m'ont dit se met en place. C'est une très belle initiative et j'espère qu'il y en aura d'autres. Je vais passer le mot au service jeunesse, ou même si des gens s'intéressent aux métiers du sport, qu'on les mette en relation avec l'association. Ce sont des formations diplômantes. C'est une très bonne chose.

Des interventions ? Non.

Vote de la délibération n°24.160

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.160 est adoptée à l'unanimité.

CENTRES SOCIAUX

→ Approbation de l'action « tickets-loisirs » mise en place par la Région Île-de-France dans le cadre du dispositif « Nouvelle stratégie régionale pour l'accès des Franciliennes et Franciliens aux loisirs et aux vacances. »

M. le Maire : Nous passons maintenant aux centres sociaux. C'est Monsieur Sayadi qui va nous proposer une belle initiative avec la région.

M. Sayadi : Bonsoir à tous. Comme le dit Monsieur le Maire, c'est une belle initiative. C'est la Région qui propose des tickets loisirs pour notre Ville à titre gratuit, pour que les loisirs puissent bénéficier de sorties n'importe où en Île-de-France, sur les centres de loisirs. Les centres sociaux s'occupent de cette demande, et ils en font bénéficier le service jeunesse ainsi que le service enfance.

Il est demandé à ce Conseil d'approuver cette action.

M. le Maire : Merci, Monsieur Sayadi. Monsieur Guillaud-Bataille ?

M. Guillaud-Bataille : Je demande à ce qu'il soit noté que je me déporte en tant que conseiller régional sur cette délibération afin de la protéger au cas où.

M. le Maire : Très bien, merci à vous. D'autres interventions ? Non.

Vote de la délibération n°24.161

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 1 (M. GUILLAUD-BATAILLE Fabien)

La délibération n°24.161 est adoptée à l'unanimité.

COMMERCES

→ Tarification des droits de voirie à compter du 1er janvier 2025

M. le Maire : Concernant le commerce, modification des tarifs de l'occupation du domaine public. C'est juste une petite augmentation, comme chaque année, qui est modique. Les commerçants nous ont demandé de lisser plutôt sur l'année les redevances, ce que nous avons accepté.

Est-ce qu'il y a des interventions ?

Vote de la délibération n°24.162

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE

Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.162 est adoptée à l'unanimité.

HABITAT

→ Approbation de la convention de partenariat 2025-2026 entre la Ville et l'association Accompagnement le Mieux-être et le Logement des Isolés (AMLI)

M. le Maire : Je donne la parole à Monsieur Druart, qui va nous présenter une convention de partenariat entre la Ville et l'Association Accompagnement Le Mieux-être.

M. Druart : Bonsoir à toutes et à tous. Merci Monsieur le Maire. Il s'agit de l'approbation de la convention de partenariat 2025-2026 entre la Ville et l'association AMLI - Accompagnement Mieux-être Logement des Isolés -. On avait déjà une première convention entre 2022 et jusqu'à la fin de l'année pour l'accompagnement de femmes en rupture d'hébergement, seules ou avec de jeunes enfants, qui sont logées dans 2 résidences que nous avons pu débloquent, amplifier on va dire. Dans l'ancienne mandature, c'était une résidence. On en a 2 pour un total de 61 logements.

Dans le cadre de ce logement on va dire transitoire, de temporisation, l'association AMLI, en partenariat avec le groupe Batigère qui en est le gestionnaire, assure un suivi d'accompagnement à l'accès au logement dans des conditions adaptées, favorise le maintien dans le logement, préconise des parcours résidentiels adaptés, développe des solutions alternatives et innovantes au logement autonome, réduit les troubles d'occupation liés à des situations de vulnérabilité.

Pour information, pour l'année 2024, 5 femmes ont été logées dans les résidences sur les logements réservés à la Ville, parmi les 22 candidats au total orientés par le service habitat. Il y a 26 % de familles monoparentales parmi les demandeurs de Choisy.

Nous continuerons ce partenariat pour 2 ans, jusqu'au 31 décembre 2026. Nous versons à l'association une subvention de 6 000 euros.

M. le Maire : Merci Monsieur Druart. Des interventions ? Non.

Vote de la délibération n°24.163

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE

Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.163 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation de la convention de partenariat 2025-2027 entre la Ville et l'Aide d'Urgence du Val-de-Marne (AUVM)

M. le Maire : Monsieur Druart pour une convention entre la Ville et l'AUVM.

M. Druart : C'est la période des renouvellements de conventions, cette fois-ci avec l'AUVM. On est en partenariat avec l'AUVM depuis 2010. Nous avons un fichier communal portant à 3 600 demandeurs en attente de logement en 2023, 40 % d'entre eux ont moins de 1 000 euros par mois, ce qui reste très faible, avec beaucoup de difficultés à accéder au logement social, voire à assurer le paiement du loyer avec un critère comme avoir comme ressource trois fois le montant du loyer, aides déduites.

Ainsi, grâce à son parc de logements relais et à une équipe pluridisciplinaire de travailleurs sociaux, l'AUVM offre une orientation adaptée pour certaines situations complexes reçues par le service Habitat.

Au regard de l'intérêt et des besoins du public accueilli par le service Habitat, il est proposé de reconduire ce partenariat pour une durée de 3 ans, avec un calcul qui mène à une subvention annuelle d'environ 11 400 euros. Il y a un petit calcul fait par rapport au nombre d'habitants.

M. le Maire : Merci Monsieur Druart. C'est positif. Des interventions ?

Vote de la délibération n°24.164

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.164 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation de la convention d'objectifs 2025-2027 entre la Ville et le Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ)

M. le Maire : Le CLLAJ.

M. Druart : La troisième et la dernière pour ce soir, c'est une convention avec le CLLAJ depuis 2014. Cette fois-ci, c'est axé vers les jeunes de moins de 30 ans. On sait que le parcours est difficile pour les jeunes, pour acquérir un logement social. Par exemple, pour l'année 2023, le CLLAJ comptait 213 jeunes nouvellement inscrits, dont 100 jeunes Choisiens, ce qui représente 47 %. Trois quarts ont moins de 26 ans. Cette année, 93 solutions de logement ont été trouvées, ce qui est très bien par rapport aux autres villes, dont 55 % en logements transitoires, 4 % dans le parc social et 3 % dans le parc privé. Il y a des jeunes qui accèdent au logement privé. 42 % de solutions de logement sont localisées à Choisy-le-Roi.

Nous versons en subvention 7 000 euros par an. Je le répète, la convention est valable jusqu'au 31 décembre 2027. Merci.

M. le Maire : Merci Monsieur Druart. Cela me permet de saluer le travail de notre service logement. Les agents, la directrice se donnent beaucoup de mal dans ce qui est sûrement l'une des délégations et l'un des services les plus difficiles au sein d'une municipalité. Parce que bien sûr, c'est d'être confrontés à des situations humaines effectivement difficiles et quelquefois à des décisions qui ne sont pas faciles à prendre.

M. Druart : Normalement au prochain Conseil Municipal, nous nous attaquerons à une convention avec la Région pour la lutte contre l'habitat indigne. Nous travaillons aussi sur ce point.

M. le Maire : C'est parfait. Est-ce qu'il y a des interventions sur ce point ? Non.

Vote de la délibération n°214.165

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.165 est adoptée à l'unanimité.

JEUNESSE

→ **Approbation de la convention de partenariat entre la commune de Choisy-le-Roi, les collèges Henri Matisse, Émile Zola, Jules Vallès et l'association Liaison Choisy Enfance Jeunesse (ALCEJ)**

M. le Maire : Je redonne la parole à Monsieur Marques pour nos conventions avec les collèges et l'ALCEJ.

M. Marques : Tous les ans, l'on trouve des jeunes en situation de décrochage scolaire. Ils sont soit absents de l'école ou bien présents dans l'établissement, mais absents en classe ou bien présents en classe, mais en grande difficulté. Ces collégiens en vulnérabilité sont repérés par la vie scolaire et les équipes pédagogiques. À partir de là, ce dispositif est proposé à 10 d'entre eux, le suivi étant assuré par le référent jeunesse de la Ville. Cette action a été mise en place il y a 4 ans et se consolide chaque année.

Le collège Jules Vallès y est intégré pour la première fois en 2025. Le club de voile offrira un support important pour cette nouvelle édition en proposant des séances de pratique au PIDS pour lesquelles il a obtenu une subvention par la Fédération française de voile et par la Fondation de la voile.

Le budget de l'édition 2025 est en cours de construction, mais on peut rappeler que les activités dédiées en 2024 ont coûté 3 600 euros. Les années précédentes ont donné lieu par exemple à la conception de divers médias par les jeunes, des médias de prévention de l'usage du protoxyde d'azote. À noter que les établissements professionnels ne sont pas concernés. Une extension du projet à laquelle on peut réfléchir nécessiterait une équipe élargie.

Pour toutes ces raisons, je vous propose de valider cette délibération. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci. Des interventions ?

Mme Fourniaud : J'ai le pouvoir de Monsieur Essone Mengue. Je ne participerai pas au vote pour lui, puisqu'il est président de l'ALCEJ.

M. le Maire : Tout à fait, d'accord. Très bien. Monsieur Aoummis ?

M. Aoummis : Juste pour rendre un vibrant hommage à ce club de voile. Cette convention qui nous est présentée concerne pas mal de jeunes Choisiens dans une situation de fragilité. Ce club a permis à ces jeunes de sortir de leur isolement, a permis à ces jeunes de se former, leur a permis de pratiquer un sport qui reste un sport de luxe pour grand nombre de nos concitoyens. Tout récemment, des jeunes de Choisy ont participé à une régate dans le sud de la France. Ils avaient la banane, comme disent les jeunes. Ils étaient très heureux de cette belle expérience qui, d'ailleurs, aboutira à un diplôme qui leur permettra par la suite de trouver un travail dans le domaine du nautique.

M. le Maire : C'est très bien, bravo à eux. D'autres interventions ?

Vote de la délibération n°24.166

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI

Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 1 (M. ESSONE MENGUE Terence)

La délibération n°24.166 est adoptée à l'unanimité.

DGST

→ Approbation d'une convention de délégation avec le SIPPEREC pour enfouissement des réseaux

M. le Maire : On a deux points techniques. C'est une convention de délégation avec le SIPPEREC, c'est leur travail, pour la continuité de l'enfouissement de réseaux sur notre ville.

Est-ce qu'il y a des interventions à ce sujet ?

Vote de la délibération n°234.167

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.167 est adoptée à l'unanimité.

→ Approbation d'une convention financière avec le SIPPEREC pour enfouissement des réseaux

M. le Maire : Nous en avons profité pour passer une convention financière lors de l'enfouissement des réseaux pour que cela se fasse avec nos services techniques et que l'on en profite pour refaire des trottoirs et autres, et que l'on n'aille pas encore, comme trop souvent, refaire des trous ou oublier la moitié des choses. On va coordonner les actions.

Des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille ?

M. Guillaud-Bataille : Comme je l'avais indiqué, pour me féliciter du fait de profiter de ce dispositif du SIPPEREC avant qu'il ne ferme, puisque je crois qu'il est en voie de clôture, il est très important de sauter sur l'occasion, nous ne pouvons que nous en réjouir.

Pour la rue Noël, les travaux ont déjà commencé. J'imagine que l'on pourrait peut-être lever le pied jusqu'à ce que le SIPPEREC puisse faire son travail, avant de finir. Cela arrive dans toutes les villes, rien n'énerve plus les gens que lorsqu'on a refait un trottoir et qu'il y a des gens qui arrivent pour le percer dans la semaine qui suit.

Sur l'avenue d'Alsace-Lorraine, qui n'était pas, je crois, dans votre programmation pour les routes, j'imagine que les choses vont s'accélérer. Cela ne peut être que bénéfique. Je veux juste souligner que c'est un axe structurant pour ce quartier, un axe aussi accidentogène, un axe pour lequel les riverains font part quand même d'une dangerosité, que ce soit par les trottoirs, mais surtout par la circulation qui a lieu. Je crois que cela doit être aussi l'occasion, au-delà de refaire la chaussée, les trottoirs, etc., qui en ont évidemment énormément besoin pour ceux qui les empruntent à pied, en voiture ou en vélo, peut-être d'avoir des échanges avec les riverains de cette rue sur la pollution sonore qu'ils subissent de par le passage en journée ou en nuit de véhicules qui ne devraient pas passer par là, qui sont bien orientés par Waze. Parce qu'à chaque fois, il faut quand même donner le coupable, il s'appelle Waze. Il faudrait qu'il y ait une vraie consultation, je crois, avec les riverains pour voir comment l'on pourrait faire diminuer à la fois la vitesse et le bruit sur cette avenue urbaine assez fréquentée, alors qu'elle est bordée de petites maisons, ce qui fait un décalage.

M. le Maire : C'est effectivement un dialogue que nous avons et qui n'est pas simple. Quand on veut aménager et mettre notamment des ralentisseurs, des chicanes, une partie s'y oppose, une autre partie n'est pas d'accord. On a fait une réunion et une deuxième, je crois. C'est en pleine discussion avec les riverains, mais il n'est pas évident qu'ils se mettent d'accord entre eux, surtout qu'il y en a qui crient au stationnement sauvage. Lorsqu'on veut bien délimiter les places, ils disent « Non. Si je peux plus me mettre là » sauf que ce n'est pas une place. Vous savez, dans les fameux coins de rue, on nous a reproché de mettre des piquets pour permettre aux bus, aux éboueurs de pouvoir passer et voire même aux voitures de pouvoir se croiser. Mais là, ils disent « Non, ce n'est pas bien ». Cela n'a jamais été des places de stationnement. C'est d'ailleurs dans le Code de la route. Mais je crois qu'ils ont oublié le Code de la route. On doit se mettre à une certaine distance.

Ce n'est pas toujours évident, mais il faut ce discours, il faut ces échanges que nous avons en ce moment, notamment sur la rue de Noël. On va bien parvenir à trouver un accord.

D'autres interventions ?

Vote de la délibération n°24.168

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE

Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.168 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ Approbation d'une convention avec l'Office du tourisme syndicat d'initiative

M. le Maire : On passe à l'approbation d'une convention avec l'Office du tourisme de Choisy. Nous avons trouvé un terrain d'entente pour faire une convention qui permette de bien s'entendre dans le meilleur des mondes, qui était nécessaire. Il y avait de nouvelles lois et nous étions un peu à la marge. Cela nous permet de continuer une collaboration et de nous remettre dans les clous juridiques de la loi pendant 2 ans, puis de mettre fin à un psychodrame qui n'en était pas un. On a montré des textes quand même prouvant que la commune avait plus qu'un droit de regard sur l'action de l'Office de tourisme.

Je crois que tout cela est bien rentré dans l'ordre. On est heureux de pouvoir vous présenter cette convention. Est-ce qu'il y a des observations à ce sujet ? Je n'en vois pas.

Vote de la délibération n°24.169

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.169 est adoptée à l'unanimité.

→ Retrait de la Commune de Carrières-sur-Seine au Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP)

M. le Maire : Je vais redonner la parole à Monsieur Coelho pour le retrait d'une commune d'un syndicat. Par principe, cela doit être voté au Conseil.

M. Coelho : Merci Monsieur le Maire. Chers collègues, pour faire suite à la délibération du 11 juin 2024, la commune de Carrières-sur-Seine a manifesté son souhait de se retirer du SIFUREP au titre de la compétence Service extérieur des pompes funèbres, crématorium et sites cinéraires, par délibération en date du 27 novembre 2023.

Lors de la séance du 11 juin 2024, le comité syndical du SIFUREP a délibéré sur le retrait à l'unanimité. Conformément aux dispositions de l'article L.5211-19 du Code général des collectivités territoriales, le retrait d'une commune d'un syndicat doit être décidé par délibération concordante du comité, du SIFUREP et des conseils municipaux de toutes les communes qui y sont membres. Ainsi, le SIFUREP doit obtenir l'accord de ses membres à une majorité réunissant soit deux tiers au moins des conseils municipaux des communes du SIFUREP représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, soit au moins des organes délibérants des communes représentant les deux tiers de la population du SIFUREP.

Chers collègues, il nous est proposé d'approuver le retrait de la commune de Carrières-sur-Seine du SIFUREP.

M. le Maire : Il est de coutume de ne pas s'opposer, c'est un gentleman agreement entre toutes les communes qui composent un syndicat. Est-ce qu'il y a des interventions ?

Vote de la délibération n°24.170

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.170 est adoptée à l'unanimité.

→ Compte rendu des décisions L2122-22 du Code général des collectivités territoriales

M. le Maire : Passons au compte-rendu des décisions L2122-22. Est-ce qu'il y a des interventions à ce sujet ? Dont acte.

La délibération n°24.171 PREND ACTE.

→ VŒU DON POUR MAYOTTE

M. le Maire : Nous arrivons à cette actualité dramatique et aux événements de Mayotte. Ce sont des événements d'une telle ampleur, c'est quand même exceptionnel et dramatique. Nous avons bien sûr tous et toutes une pensée pour les habitants de Mayotte et pour ceux du Sénégal.

Nous vous demandons d'approuver un don de 5 000 euros que nous remettrons à la Fondation de France, qui a d'ailleurs fait appel aux dons. Nous allons voter en deux fois.

Avez-vous des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille ?

M. Guillaud-Bataille : Je veux juste me féliciter de la réactivité. On avait prévu de vous le demander, si vous ne l'aviez pas fait. Mais nous pensions que vous alliez le faire. Nous pouvons nous féliciter de cette aide à Mayotte.

Sans vouloir allumer de polémique, je ne pense pas qu'il y en ait entre nous ce soir, mais je veux me féliciter de toutes les collectivités qui décident d'aider Mayotte, l'île, ses habitants quels qu'ils soient. Cela nous éloigne un peu de l'espèce de propos que j'ai pu entendre du nouveau Premier ministre pendant la soirée de soutien, qui pose la question du statut administratif de certains résidents de Mayotte, ou d'entendre le ministre de l'Intérieur parler de cela. C'est un débat qui peut avoir lieu, mais il me semble quand même que peut-être, au moins dans les 2 ou 3 premiers jours, on pourrait éviter de faire allusion à cela, attendre d'avoir compté les morts et puis discuter ensuite des situations administratives des uns et des autres. On va d'abord s'occuper des morts, des enfants qui sont seuls, etc. Pour le reste, le débat politique aura eu le temps de reprendre.

Je trouve judicieux qu'il y ait un certain nombre de collectivités concernées. D'ailleurs, j'en ai voté une ce matin à la Région Île-de-France. De la même manière, personne n'a essayé de commencer des arguties. Je trouve cela bien que les collectivités territoriales soient dignes et solidaires pour l'ensemble des habitants du territoire français dans ce moment-là.

M. le Maire : Nous sommes bien d'accord, l'humain doit primer sur tout, surtout dans des périodes aussi dramatiques. Est-ce qu'il y a d'autres interventions ?

Une intervenante : Effectivement, il n'y a pas de problème au sujet de ces dons. Par contre, je me demande pourquoi on n'en a pas fait pour l'Espagne.

M. le Maire : Parce que l'Espagne n'avait pas appelé d'aide, que ce soit au niveau national ou autre. On ne savait pas quoi faire, puisqu'ils n'avaient pas appelé d'aide. Bien sûr, c'était aussi dramatique. Ici, nous n'hésitons jamais. Mais moi-même, je me suis demandé ce que nous devons faire. Mais de coutume, de tout temps, depuis que la commune existe, on a toujours apporté une aide et toujours du même ordre au pays ou aux communautés touchés par ces drames.

Nous pouvons voter. Je suppose qu'il y aura unanimité.

Vote de la délibération n°24.172

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL

Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.172 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Nous sommes d'accord pour ce don.

→ **VŒU DON POUR LE SÉNÉGAL**

M. le Maire : Nous sommes aussi d'accord pour nos amis sénégalais, je pense. Ces deux dons sont votés à l'unanimité.

Vote de la délibération n°24.173

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n°24.173 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire :

Merci beaucoup pour cet excellent Conseil Municipal, cela fait plaisir de débattre dans de bonnes conditions. Merci.

La séance est levée à 21 h 47.